UN SUISSE CONTRE LES MINARETS : ENTRETIEN AVEC OSKAR FREYSINGER P. 16

L'ACTION FRANÇAISE 2000

« Tout ce qui est national est nôtre »

4 € I N° 2808 I 65e année I Du 6 au 19 janvier 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

Le chagrin et la pitié

TRUFFAUT, à propos d'un film assurait, qu'on n'avait pas le droit de faire perdre une heure trente à un spectateur. Voilà bien un risque que vous ne courez pas face au passionnant documentaire de Yves Jeuland actuellement en salle, *Le Président*.

Caméra à l'épaule, le journaliste à suivi Frêche en Languedoc lors des dernières régionales de 2010. Tel un ogre perclus qui fait feu de tout bois, et d'abord du mensonge, Frêche jouait le peuple contre les élites. L'étalage public de ses vices lui était souvent compté comme des vertus. Avec Frêche, les relents racistes et haineux contribuaient à satisfaire la médiocrité de l'électorat, le jeu des élections faisant toujours appel aux sentiments les plus bas.

Frêche ne pensait pas, c'était sa force. C'est pour ça qu'il était élu. Comme Chirac ou Sarkozy. Taiseux en privé et bavard en public, il médusait ses partisans par son aplomb et sa liberté de ton.

Au vrai, c'était tout un système à la fois démagogique et décomplexé que nos amis républicains condamnent sans pousser plus loin leur raisonnement qui les conduirait, en bonne logique, à déplorer la pauvreté intelectuelle de ceux qui sont appelés à voter. Frêche qui avait tout compris, les qualifiait de "cons".

Ce triste constat, cruellement visible dans le film de Jeuland, dévoile la démocratie comme une farce cynique d'autant plus inacceptable qu'elle prétend faire la leçon. ❑

Marc Savina

2011 L'espérance est monarchique...

Page 3

❑ PATRIMOINE

Une femme nue chez saint Martin

Les abords de l'abbaye de Marmoutier – un site historique – pourraient se trouver métamorphosés par la construction d'une immense statue.

La provocation est flagrante ; on ne pouvait plus ouvertement insulter la France chrétienne : une statue géante de femme nue alanguie, de quarante mètres de long et de dix-sept mètres de haut, baptisée la *Femme-Loire*, va écraser le site historique de l'abbaye de Marmoutier, le premier monastère d'Occident, créé au IVe siècle par saint Martin, l'apôtre de Gaules.

La fin du paganisme

C'est de ce lieu, tout près de Tours, que le grand évêque, quittant Poitiers avec la bénédiction de saint Hilaire, entreprit d'effacer du sol français toute trace de paganisme celte. « *C'est dans cette atmosphère studieuse et pieuse que Martin prépare le clergé de l'avenir* » écrit Anne Bernet dans un de ses plus beaux livres, ajoutant qu'il voulut former les futurs évêques à son image.

C'est donc vouloir frapper le christianisme à sa source que tenter de faire renaître ici une divinité attachée aux rivières et aux fleuves. Le gigantisme de la statue en projet souligne encore le désaffection des catholiques, et l'appui de presque tout le monde économique et politique local montre bien dans quel camp sont passées nos élites... Comme le constatent les journaux locaux, « *Tours la catholique s'est depuis longtemps effacée devant Tours, ville maçonnique* ».

La pioche à la main

Pas question dans cette affaire de pudibonderie. Le fait qu'il s'agisse d'une femme nue dont l'auteur, Michel Audiard, semble très fier, n'intéresse même pas les Tourangeaux offusqués qui demandent qu'elle aille se faire voir en un autre lieu. Mgr Bernard-Nicolas Aubertin, évêque de Tours, a déclaré : « *Il faut dire que Marmoutier est un lieu extrêmement fort. Quand je parle de Tours à l'étranger, on me parle de saint Martin. Les lieux martiniens sont plus que sensibles. Et pas seulement pour des cathos attardés. Concernant Marmoutier, je crois qu'il y a beaucoup à faire pour la conservation et la présentation de ce lieu dans la fidélité à l'histoire. J'ai pour le moins des réserves vis-à-vis du projet de Michel Audiard.* »

Son illustre prédécesseur ne se contentait pas d'émettre de réserves. Il annonçait son intention de venir avec une pioche et de mettre à bas cette œuvre du diable. Et il tenait ses promesses ! Si la France veut rester chrétienne il va bien falloir prendre un jour les grands moyens. ■

Michel Fromentoux

M 01093 - 2808 - F: 4,00 €

■ FRANCE

Un dinosaure de gauche :

Mélenchon, l'idiot utile de DSK ?

PAGE 5

■ MONDE

Vers la partition du territoire :

Une seule solution en Côte d'ivoire

PAGE 9

L'Action française présente ses meilleurs vœux pour l'an nouveau à ses lecteurs et à leur famille.

❑ DETTE PUBLIQUE

Et si la France refusait de payer ?

Tandis que Bercy s'efforce de préserver l'image de débiteur modèle dont bénéficie la France, Jean-Claude Martinez appelle ci-dessous au non-remboursement des dettes publiques, afin d'assurer aux États la prise de contrôle du pouvoir économique et financier.

En 2009, il y a eu la Lettonie, l'Islande et même Dubaï. Ensuite est venu le tour de la Grèce, puis celui de l'Irlande, en novembre 2010. Le FMI et l'Union européenne ont prêté l'argent. Par générosité, solidarité, pour sauver l'euro, éviter la contamination de l'économie réelle ? On l'a dit, et écrit, sans le démontrer. Pourquoi, en effet, deux petits pays ne remboursant plus leurs dettes feraient-ils s'écrouler le système financier européen ? Quels exemples permettent d'étayer la théorie de l'effondrement en dominos de l'économie casino ?

Les milieux d'affaires bientôt sous la tutelle de l'État ?
« *Pouvoir politique contre pouvoir financier : c'est en ces termes qu'est posée la question du paiement ou du non-paiement des dettes publiques.* »

Sauver les créanciers

À la vérité, l'hypothèse la plus probable ne serait-elle pas l'inverse ? Depuis 2008 et 2009, on a même la preuve empirique que l'économie réelle n'a pas connu de maladie nosocomiale majeure. Pour l'essentiel, en effet, les millions de "bovins" économiques, PME et TPE, ouvriers, employés, commerçants, professions libérales, qui paissent dans les champs ou travaillent dans les entreprises, n'ont pas attrapé la maladie de la finance folle née des farines financières fabriquées à la City, à Wall Sreet ou dans les autres centres de recyclage des déchets toxiques engendrés par les crédits hypothécaires et la titrisation à outrance.

Mais alors, pourquoi le FMI et l'Union européenne sont-ils arrivés en pompier sur l'Irlande et la Grèce ? Pour sauver les créances des créanciers qui leur ont prêté. Autrement dit, plutôt que de prétendre que « *l'Allemagne contribue au plan de sauvetage de la Grèce* », il conviendrait de reconnaître que « *les contribuables allemands versent de l'argent à la Grèce pour qu'elle le reverse aux banquiers et financiers allemands, au titre des intérêts et du capital de leurs prêts* », les contribuables payant aux financiers créanciers une partie de leurs profits.

Dans ces conditions, peut-on imaginer que la Grèce ou l'Irlande aient pu refuser de payer, ou de payer dans les délais fixés alors même que les plans "d'aide" se ramènent toujours à une chimiothérapie, budgétaire, fiscale et sociale, qui épuise l'économie du pays assisté, à coup d'augmentation d'impôts, d'amputation des dépenses, de renvois de fonctionnaires et donc d'effondrement de la demande interne ? La Lettonie de décembre 2009 en a été l'exemple. Ne plus payer, serait-ce donc possible, voire nécessaire ? En novembre 2010, dans les rues de Dublin, comme à Riga, en Lettonie, en 2009, 50 000 manifestants ont posé la question : un peuple doit-il accepter d'amputer et de compromettre ses conditions de vie pour payer, à un petit nombre de créanciers, les intérêts et le capital de la dette contractée ? Depuis les années 1920, les juristes du droit international connaissent la question : c'est celle des "dettes odieuses", c'est-à-dire contraires aux intérêts des pays concernés. Et l'ONU s'en est préoccupée. Le Venezuela avait même été bombardé en 1902, par les Anglais, les Allemands et les Italiens, parce qu'il refusait de payer sa dette. Aujourd'hui, la question du droit des nations et des peuples à ne pas payer des dettes publiques se pose dans un contexte nouveau pour trois raisons.

La donne a changé

D'abord, en 2008, lors de la crise financière dite des *subprimes*, les banques américaines, britanniques, allemandes ou françaises ont fait appel aux peuples, aux États et aux contribuables pour être sauvées - du moins le prétendaient-elles. Dès lors, la main des financiers a beaucoup perdu de sa légitimité pour exiger de ces mêmes peuples le remboursement de leurs dettes. C'est la règle du droit anglais des *clean hands* : celui qui se plaint doit avoir lui-même les mains propres.

Ensuite, la question du non-paiement des dettes publiques ne se réduit pas à un banal problème de respect d'une obligation contractuelle entre deux particuliers, l'emprunteur et le prêteur. La dimension astronomique de ces dettes, la nature étatique, nationale et souveraine des peuples débiteurs, l'opacité et la dispersion tentaculaire des créanciers et, enfin, l'universalité du problème, qui concerne aussi bien des États de l'Europe développée que des pays d'Afrique et d'autres continents, entraînent en effet une mutation de la nature juridique de l'endettement.

Selon une loi du matérialisme marxiste, un changement d'ordre quantitatif peut provoquer un changement d'ordre qualitatif. Ce que le bon sens exprime par la formule : « *Lorsqu'on doit 1 000 euros à sa banque, on a un problème, mais lorsqu'on lui doit un million d'euros, c'est elle qui a un problème.* » Qui peut croire en effet que la dette publique de 2 000 milliards d'euros de l'État français s'analyse comme la simple dette d'un acheteur à crédit d'un réfrigérateur au géant Casino ? On n'est plus dans le domaine juridique des contrats mais dans le domaine politique des États et des nations qui ont l'obligation de se perpétuer et non pas de se saigner pour rembourser.

Enfin, les créanciers prêteurs des États ne sont plus des banquiers lombards ou des Templiers bien identifiés. Banques, fonds de pension, compagnies d'assurance, institutions financières ne sont pas de simples prêteurs, mais des concurrents, voire des adversaires des États, qui règnent déjà en maîtres sur les marchés mondialisés, en n'obéissant à aucun droit.

Nous voilà au cœur du problème des dettes publiques et de leur non-remboursement, problème auquel la France pourrait un jour être confrontée.

Depuis une vingtaine d'années, en effet, les nations se trouvent de plus en plus gouvernées par un pouvoir économique et surtout financier, dont les instruments de pilotage des sociétés humaines sont très frustres : compétitivité, rentabilité et profit. De plus, les acteurs financiers agissent en dehors de tout contrôle et de toute loi, puisque le pouvoir politique, limité à ses frontières nationales, ne saurait accéder au niveau planétaire, là où il faudrait légiférer. Dès lors, si les États veulent reprendre le contrôle du pouvoir économique et financier, c'est sur le terrain du non-remboursement des dettes publiques qu'ils doivent engager le combat. Pouvoir politique contre pouvoir financier : c'est en ces termes qu'est posée la question du paiement ou du non-paiement des dettes publiques ; le refus de payer serait, pour les démocraties, le refus des oligarchies.

Le choix des États

Or la France, si les marchés financiers venaient à l'attaquer, pourrait donner le premier coup d'arrêt : en refusant de payer. Que se passerait-il alors ? La question a déjà été posée pour le Mexique, après la crise financière de 1994. L'économiste américain Lester Thurow, du célèbre MIT, a répondu : « *Si le Mexique s'était contenté de cesser de payer et avait repoussé le plan d'austérité que lui imposait le FMI* [...] *il n'aurait pas eu à subir une sévère récession interne* [qui], *à la date d'avril 1995* [...], *avait coûté 500 000 emplois.* [...] *Ce pays* [aurait] *placé le bien de ses citoyens au-dessus de la stabilité du système financier mondial.* [...] *Et si le marché mondial des capitaux s'écroulait, les perdants, bien sûr, ne seraient pas les Mexicains, mais les gros bras des marchés internationaux.* »

Le pouvoir politique et les États ont donc le choix : ou faire payer des millions de femmes et d'hommes, en leur enlevant le nécessaire vital, ou faire payer quelques milliers de *traders*, de banquiers, de financiers, en diminuant les moyens de leur luxe outrancier. Cinq mesures-clefs permettraient de déverrouiller l'avenir : trancher le nœud gordien des délocalisations, de la désindustrialisation et de la "désagricultarisation" du monde, grâce à la nouvelle technologie des droits de douane déductibles ; trancher le nœud gordien de l'impasse européenne par une alliance de civilisation entre l'Europe et l'Amérique latine, préparant pour 2025 un "pack" d'un milliard de latins et de chrétiens dans le match des nations ; trancher le nœud gordien de la force de création étouffée, en rasant le bidonville normatif formé par les 4 622 articles du vieux Code général des impôts français, pour le remplacer par un code fiscal modèle de 400 articles ; trancher le nœud gordien de la misère des nations par la gestion commune des quatre parties communes de la copropriété planétaire : l'eau, l'alimentation de base, les vaccins de base, l'instruction de base ; trancher, enfin, le nœud gordien de l'oligarchie économico-médiatique, par la constitutionnalisation de son pouvoir, afin d'encadrer son recrutement, son fonctionnement et sa responsabilité, comme cela se pratique depuis un siècle pour les autres pouvoirs.

Pour les champions politiques du bon sens, ces mesures sont évidemment irréalistes. Or rappelons-nous qu'en 1974 c'est, déjà, par réalisme que les Français avaient voté VGE, qui leur avait promis des cabines téléphoniques dans les rues. Depuis, nous avons tous des téléphones portables dans les poches. Chacun aura compris qu'en 2012, c'est la candidature de l'impossible qui est nécessaire. ■

Jean-Claude Martinez.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky, François Marcilhac, Stéphane Piolenc, Marc Savina
Société :
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux
Europe :
Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier
International :
Philippe Maine, Pascal Nari
Histoire :
Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens
Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan
Combat des idées :
Stéphane Blanchonnet, François Marcilhac

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

2011 : L'espérance est monarchique

Convient-il de revenir sur les vœux prononcés à l'occasion de la nouvelle année par le président de la République et par la classe politique, le plus souvent sur la Toile ? Les Français les auront certainement oubliés dès la première bouteille de champagne sabrée... Et pourtant, ils en disent long sur l'état de notre pays et de nos institutions. Aussi aurions-nous tort de les négliger.

L'Europe de Berlin

Il est évident en effet qu'ils ne pensaient tous qu'à 2012, de Martine Aubry, qui, flattant le communautarisme, veut « *une France où on vit bien ensemble* [...] *quelle que soit notre culture* », à François Bayrou, qui a salué nos otages en Afghanistan mais pas nos soldats qui y meurent, et a découvert soudain qu'il convenait « *de produire français* » et de « *rendre à notre pays la meilleure éducation du monde* », sans remettre toutefois en cause un public scolaire de moins en moins francophone, en passant par Hervé Morin, qui, de sa cuisine -sa « *pièce préférée* » en tant que « *Français* » ! -, se veut, plus modestement, le rassembleur... des centristes - nous lui souhaitons bon courage.

C'est, quant à lui, de son bureau de l'Élysée que le chef d'une UMP réduite à son futur cabinet de campagne électorale a manifesté avant tout son autisme sur fond de mensonge, son blocage idéologique, sa soumission à l'Europe de Berlin et son mépris congénital des Français.

Autisme sur fond de mensonge, lorsqu'il prétend que la « *réforme capitale* » des retraites s'est faite « *sans violence et sans blocage grâce au service minimum qui a bien fonctionné* » - et la pénurie d'essence ? - et qu'elle permet d'assurer l'avenir - promesse déjà faite en... 2003. Blocage idéologique, lorsqu'il affirme que les heures supplémentaires défiscalisées, effectuées par cinq millions de Français, ont, à elles seules, « *permis de soutenir le pouvoir d'achat malgré la crise* », alors même que le chômage n'en finit pas de repartir à la hausse - plus de quatre millions de sans-emploi - et que l'indice du moral des ménages a baissé de trois points, ce qui en dit long sur le pessimisme des Français à l'orée d'une nouvelle année que Sarkozy annonce « *comme porteuse d'espérance* ».

Soumission à l'Europe de Berlin quand, de concert avec Angela Merkel, il assure que « *l'Europe a tenu* » et qu'elle « *nous a protégés* » - à quel prix et pour combien de temps ? -, la sortie de l'euro signifiant « *l'isolement de la France* », lequel « *serait une folie*. [...] *Je m'opposerai de toutes mes forces à ce retour en arrière qui ferait fi de soixante ans de construction européenne qui ont apporté la paix et la fraternité sur notre continent.* » Propos pour le moins indécents quand un trafic d'organes, aussi "pacifique" et "fraternel" que sordide, couvert par une OTAN alliée de la mafia albanaise et dont ont été victimes des centaines de prisonniers serbes massacrés, implique l'actuel Premier ministre kosovar, un ami de Bernard Kouchner, ancien procurateur des Américains au Kosovo... et encore récemment ministre de Sarkozy. « *L'Europe est essentielle à notre avenir, à notre identité et à nos valeurs* » a martelé le chef de l'État : un « *avenir* », une « *identité* » et des « *valeurs* » de soumission à Berlin, qui, comme nous l'avions déjà évoqué au mois de novembre, a exigé que le Mécanisme européen de stabilisation financière, finalisé au Conseil européen des 16 et 17 décembre et qui entraînera une modification du traité de Lisbonne, implique la mise sous tutelle des États récalcitrants aux bienfaits des politiques de rigueur budgétaire et de récession imposées, de concert, par la Commission européenne, la BCE et le FMI de DSK, clone de Sarkozy.

Mépris des Français, enfin, quand il ose présenter un nouvel acte de soumission à Berlin - l'harmonisation de notre fiscalité avec la fiscalité allemande - comme une protection contre les délocalisations, comme si l'Europe ne favorisait pas elle-même les importations en provenance des pays émergents : il peut alors faire mine d'évoquer, en un mensonge supplémentaire, son engagement pour la « *préférence communautaire* » ! Mépris des Français aussi, quand il affirme que l'ouverture des tribunaux correctionnels aux jurés populaires protégera contre une « *violence chaque jour plus brutale de la part de délinquants multiréitérants* », alors que, dans le même temps, il coupe dans les effectifs de la police et de la gendarmerie auxquelles il refuse les moyens élémentaires de fonctionnement. En 2012, après avoir présidé à la sécurité des Français durant dix ans, Sarkozy aura surtout été Monsieur Insécurité.

Rassurer l'électorat de droite

Certes, les mots "identité", "préférence communautaire" et "protection" ou encore le verbe "protéger" étaient de tous les paragraphes, l'électorat de droite de 2007, en voie d'évaporation, étant la cible du communicant de l'Élysée. Mais en affirmant que « *nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'une année d'immobilisme pré-électoral, alors que le monde avance à une vitesse stupéfiante. 2011 doit donc être une année utile pour les Français* », Sarkozy avoue surtout le caractère nuisible des institutions républicaines, aggravé par le quinquennat : non seulement, elles conduisent à l'immobilisme à l'heure de l'action mais, de plus, ne sont pas en adéquation avec les exigences de notre époque sur les plans économique et international, qui vont de pair à l'heure de la mondialisation. Du reste, comme le constate le prince Jean : « *Plus la mondialisation s'accélère et plus les peuples ont besoin de repères historiques, physiques et culturels. La monarchie est un accélérateur de croissance. Sur ce point, elle est éminemment moderne.* » [1] Nuisible et ringarde, telle est, en regard, la République.

Un bol d'air pur

Un bol d'air pur, nous le trouverons précisément du côté du dauphin de France [2], dont nous ne pouvons que saluer la lucidité des vœux sur les difficultés économiques et sociales de l'année qui s'ouvre et les menaces que font peser les « *tensions communautaires* » toujours plus « *vives sans qu'un engagement politique fort en faveur de l'unité de la France soit clairement perceptible. En même temps,* poursuit-il, *les jeux pré-électoraux continuent de plus belle mais aucun espoir d'une véritable rupture politique n'apparaît.* » C'est pourquoi nous sommes heureux de voir le Prince « affirmer » sa « *propre détermination à accentuer* [sa] *présence dans la vie publique* » : « *Je ne me contenterai plus de prendre la parole* » prévient-il.

Les vœux que l'Action française forme pour la France s'adressent donc en priorité à cette famille qui, par sa seule présence, est promesse d'avenir. C'est avec respect et reconnaissance que nous assurons M^gr^ le comte de Paris, duc de France, le dauphin Jean, la princesse Philoména et le jeune prince Gaston de notre dévouement. Car c'est dans la famille de France que réside la petite fille Espérance. ■

François Marcilhac

[1] Un Prince français, éd. Pygmalion.
[2] À lire en intégralité sur le site *Gens de France*.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Financer l'espérance

LA CRISE DE L'EURO, la progression du chômage, l'augmentation de l'endettement de l'État, les méfaits de la mondialisation, le carcan de l'Union européenne, autant de raisons qui devraient nous rendre pessimistes en ce début d'année, si elles ne nous confortaient sur le bien fondé de nos critiques du régime républicain, et sur la nécessité de juger toute politique en fonction du seul intérêt de la France.

Merci à tous ceux qui ont à cœur de nous aider dans notre combat : vendeurs volontaires, fidèles abonnés, souscripteurs, sympathisants.

Si vous n'avez pas encore envoyé votre contribution aux étrennes de *L'Action Française 2000*, vous pouvez le faire encore cette semaine, avant le prochain numéro. pour nous c'est vital.

En vous souhaitant à chacun une bonne année 2011.

Marielle Pujo

Liste n° 17

Virements réguliers : M^lle^ Annie Paul, 15,24 ; M^me^ Bellegarde, 20 ; M^me^ Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 . M^me^ Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 30 + 28 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; M^me^ Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Robert Thomas, « *4^e^ trimestre, en souvenir de Pierre Pujo* », 45,72.

« ***Encouragements*** », M^lle^ Éliane Dol, 60 ; « ***des étrennes pour l'AF*** », Guy Cornileau, 100 ; Giovanni Castelluccio, 200 ; Philippe Castelluccio, 200 ; Louis Moret, 100 ; Jean Foyard, 100.

Total de cette liste : 997.56 €
Listes précédentes : 18 230,77 €

Total : 19 228,33 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^me^ Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à cette adresse : *L'Action Française 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ TRIBUNE

Le paradis climatisé

Écologie et technologies seront au cœur d'un nouveau quartier bâti aux portes de Paris. La moitié des appartements seraient déjà vendus. De quoi apaiser la vindicte des détracteurs du projet ? Bien au contraire !

Certes, vous n'aviez même pas osé en rêver et pourtant en 2012, les cieux s'ouvriront pour vous sur terre. Pour vous, oui, vous, si vous réservez immédiatement, là, tout de suite, l'appartement de vos rêves sur fortdissy.com. L'inénarrable André Santini, le Tarass Bulba de l'urbanisme – où il passe, le pauvre ne repousse pas –, maire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) depuis toujours et pour l'éternité, a encore frappé. De son fait, bientôt le fort d'Issy, vague bâtisse jusque-là inutile, « *sera rendu aux Isséens grâce à une grande opération d'urbanisme* ».

« L'éco-quartier préfigure la ville de demain, économe en énergie, respectueuse et citoyenne... »

Une cité interdite

Les Isséens, voilà qui fait fantasmer dès l'abord : c'est beau comme de l'antique, ou du Mallarmé : « *Je t'apporte l'enfant d'une nuit d'Idumée*. » On y est presque. Quand on songe que cette cité radieuse est née d'un bidonville, et que le fort d'Issy avait été bâti par l'ignoble Thiers pour protéger Paris, on se demande en quoi il devrait être rendu aux Isséens, cadres demi-sups déracinés comme tous les imbéciles, qui ne sont pour rien dans son édification ni même dans sa désaffectation.
Mais la suite du prospectus publicitaire est plus savoureuse encore : « *Lieu chargé d'histoire sur les hauteurs d'Issy, le fort a toujours été interdit à la population.* » Et son rédacteur de ne pas se demander s'il n'y aurait pas un lien causal entre les deux propositions, si les cités interdites, les lieux secrets, les songes sacrés, ne feraient pas parfois, souvent, la base de la civilisation, et si l'histoire ne se serait pas arrêtée comme le coursier rétif se cabre devant l'obstacle du vide, à l'instant que l'on a commencé de rendre à des populations nomadophiles des sites publics justement fermés au public pour cela même qu'ils étaient publics.
Mais là, il s'agit d'une situation d'importance extrême. Rendons-nous compte : on bâtit le premier éco-quartier post-grenellien de France. L'Ecopolis de Jacques Attali. Ce n'est pas rien. « *Innovant, de douze hectares, alliant technologies, architecture inédite et respect de l'environnement, combinant 1 538 logements (dont 329 logements sociaux et locatifs libres), 1 600 m² de commerces, des équipements publics et de loisirs (un verger de quatre hectares, une crèche de soixante berceaux, une piscine...) : fortdissy.com sera tout cela à la fois. 1res livraisons* [sic] *attendues pour 2012.* » Vous trouvez que cela ne veut rien dire ? Moi aussi, mais pardon, je cite, je n'y peux rien. Donc fortdissy.com *sera* de douze hectares mais *sera* aussi une crèche de soixante berceaux. La langue a trépassé où l'ange de l'Apocalypse a passé. D'anacoluthe en hypallage, le communicant qui a torché ce collage, entre deux "réu" avec ses collègues sur l'avenir du *benchmark* du rétroplanning, l'a presque métamorphosé en un moment poétique. Car « *l'éco-quartier symbolise le renouveau urbain. Il préfigure la ville de demain, économe en énergie, respectueuse et citoyenne...* » Je vous fais grâce de l'allégorie de la ville de demain devenue citoyenne – où il faut entendre que c'est une ville qui se comporte bien en ville : elle dit bonjour à la dame, ne met pas son doigt dans son nez, vote aux prochaines élections et paie ses impôts locaux.

Feu sur la com'

Mais là, nous n'en sommes encore qu'aux prodromes, c'est-à-dire à la communication qui, comme chacun sait, est l'art de facturer très cher des évidences (je sais, j'ai essayé pour voir). Passons maintenant à la publicité : vous serez heureux d'apprendre que vos futurs logements ont été bâti par Vinci, Bouygues et *last but not least* BNP Paribas Immobilier. Votre banquier qui possédait déjà presque l'entièreté de votre vie, votre banquier *too big too fail* que vos impôts ont sauvé récemment de la faillite, en sus des indénombrables "commissions de fonctionnement" qu'il ponctionne sur votre compte mensuellement pour vous apprendre à être pauvre, votre banquier donc qui, traficotant des narco-dollars et des *subprimes* fabriqués à partir de créances sur des pauvres Californiens incapables de rembourser leur prêt, a ruiné la planète dans son ensemble et, démultipliant la dette publique de *votre* pays, a obligé *votre* État à modifier *votre* système de retraite pour pouvoir se rembourser, ce bienfaiteur-là de l'humanité donc vient se faire juter un peu plus le poireau en réalisant peut-être l'une des plus grandioses opérations immobilières des dernières décennies.

Bon débarras !

Sur un fort pourri cédé, n'en doutons pas, pour une bouchée de pain par la ville, il coule son béton écolo fabriqué au Maghreb et revend le tout en tranches bien grasses, dégoulinantes de milliers d'euros d'intérêts, à des bourgeois bien consentants. Car évidemment, vous allez acquérir *son* bien en empruntant chez *lui*. Donc, pour résumer, et j'en terminerai là : vous êtes un connard en voie d'enrichissement, vous travaillez toute la journée dans une tour en costard à huit mille, vous avez un meilleur ami dans la vie qui s'appelle *smartphone*, un projet d'enfant avec votre pacsée dès qu'elle se sera remise de ses quinze ans de pilule, vous aimez les petits oiseaux mais pas le peuple qui sent des bras, vous mettez vos déchets toujours dans le bon bac mais vous détestez les fanatiques de la décroissance ? Fortdissy.com vous attend. Et surtout restez-y. ■

Jacques de Guillebon

EUTHANASIE

Non au suicide assisté !

Les sénateurs sont appelés à s'exprimer sur "l'aide active à mourir" promue par diverses propositions de loi. Une fois de plus, les catholiques sont sur le pied de guerre pour défendre le caractère sacré de la vie, commençant à la conception et se prolongeant dans l'éternité.

LES SEMAINES qui viennent offriront maintes occasions aux défenseurs de la vie de se mobiliser, car le 23 janvier, ils manifesteront dans Paris leur volonté d'en finir avec la criminelle loi Veil et le 8 février interviendra la discussion à l'Assemblée sur le projet de loi de bioéthique dont nous avons dit dans notre dernier numéro ce qu'il fallait penser. Entretemps, le 25 janvier, le Sénat met à l'ordre du jour la discussion de trois propositions de loi sur "l'aide active à mourir", nouveau nom de ce qui est simplement le crime d'euthanasie.
On voit bien dans cet enchaînement la persistance de la démocratie à agir comme une œuvre de mort : les Droits de l'homme, ces tables de la loi d'un monde sans Dieu, sont incapables de considérer l'homme autrement qu'en tant qu'individu qui parle, mange, boit, jouit, désire et revendique..., et font oublier que la vie de chacun est une grande aventure naturelle et surnaturelle commençant à la conception et se prolongeant dans l'éternité.
On porte ainsi atteinte allègrement à l'embryon et l'on compte tout aussi allègrement escamoter les derniers instants de celui se prépare à rencontrer son Créateur.

Le "droit" de tuer

Car il s'agit ni plus ni moins dans les propositions en question de légaliser le suicide assisté, non seulement pour les personnes en fin de vie mais aussi pour celles qui se trouveraient en "phase avancée" d'une pathologie grave et incurable, autrement dit les personnes handicapées dépendantes ou simplement âgées.
Dans une lettre aux sénateurs (www.adv.org), des professionnels et usagers de la santé écrivent : « *Ouvrir cette porte, c'est donner à certains le droit puis le devoir de tuer, et telle est bien l'intention des promoteurs de l'euthanasie. Ce serait aussi tourner le dos aux soins palliatifs et à la véritable solidarité avec les plus vulnérables que notre législation a fait progresser ces dernières années.* » Et ils demandent « *de dénoncer avec fermeté ce texte, qui est absolument contraire à l'établissement de la confiance entre les soignés et les soignants* », et surtout « *de ne pas engager la France dans une voie insensée, qui produit dérives et scandales dans les rares pays où elle a été instaurée* ».
C'est le débat ouvert par Condorcet voulant "libérer" la société de « *la puérile idée de charger la terre d'êtres inutiles et malheureux* » ; à quoi Louis de Bonald répondait : « *Lorsque l'enfant n'est pas un être sacré aux yeux de la religion, il devient bientôt un être vil et nuisible aux yeux de la politique.* »

Le miroir de notre avenir

Il n'appartient pas à l'homme de déclarer quand une vie cesse de valoir la peine d'être vécue, d'autant que ce sont des hommes bien portants qui parlent pour les malades et nul ne sait si même celui qui disait vouloir qu'on active sa mort pense toujours de même quand il est lui-même en fin de vie.
Le professeur Bernard Debré écrit que ce que nous reprochons le plus aux infirmes et aux vieilllards, « *c'est d'être sortis de nos critères et d'imposer à nos regards l'insupportable miroir de notre avenir* » (*Nous l'avons tant aimé*, éd. du Cherche-Midi).
Le chrétien sait que la douleur a une valeur rédemptrice, que l'homme doit donc la considérer comme une grâce. Il n'en reste pas moins que devant des agonies déchirantes, des décisions sont difficiles à prendre. N'y ajoutons pas un environnement médiatique qui fait perdre conscience aux meilleurs de ce que sont l'amour, la compassion, la solidarité, la dignité... Ces mots sont trop galvaudés aujourd'hui : ils le seront encore plus si des politiciens bavards discutent d'une loi, alors que ces graves questions requièrent avant tout silence et méditation. L'érosion des mentalités est le fait le plus frappant depuis 1975. Rendons aux Français la liberté de penser clair en ce domaine comme dans les autres et de ne pas oublier que, pour quiconque n'est pas une bête, le sens de la vie doit primer sur la qualité de la vie. ❑

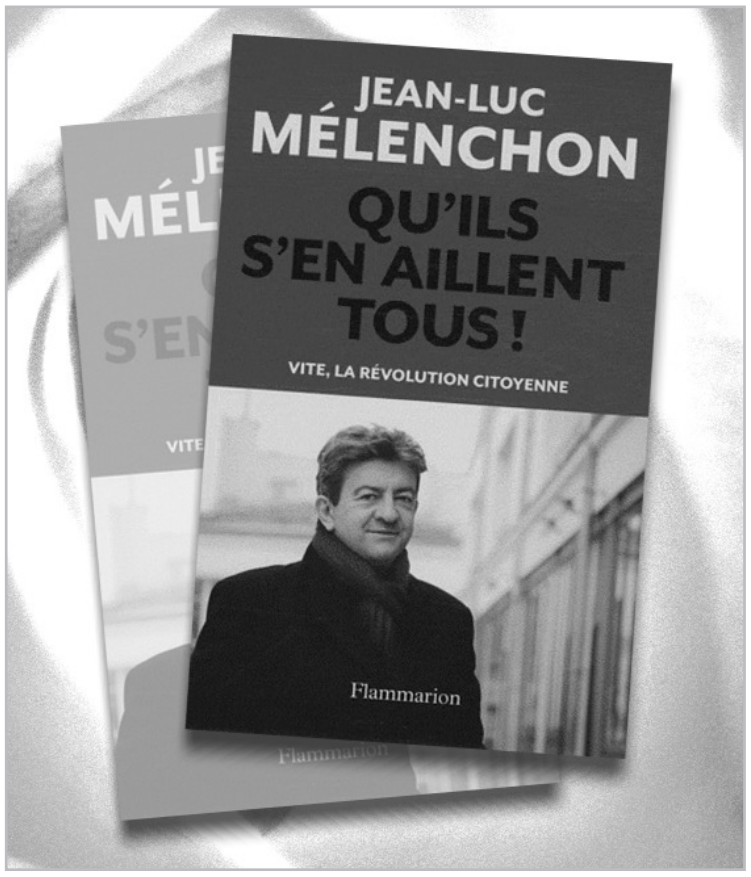
Michel Fromentoux

❑ MÉLENCHON

L'idiot utile de DSK ?

Grand pourfendeur des délocalisations, nouveau chantre de l'euroscepticisme, Jean-Luc Mélenchon demeure un révolutionnaire cherchant ses exemples en Amérique latine... Portrait d'un dinosaure de gauche.

Ne lui dites surtout pas qu'il est le Le Pen de gauche : Jean-Luc Mélenchon n'appréciera pas. Ce qui ne l'empêche pas de s'écrier : « *Populisme ! Dérapage ! J'assume*. » On concédera au moins une chose au fondateur du Parti de Gauche : c'est la sincérité de ses opinions, ce qui n'est pas, après tout, si fréquent que cela au PS. Mais précisément, Mélenchon l'a quitté et a même prévenu : il n'appellerait pas à voter pour DSK s'il prenait d'aventure à la rue de Solférino d'introniser le président du FMI pour 2012 et qu'il arrivât au second tour.



Procès à charge

Qu'ils s'en aillent tous ! Tel est le titre, en forme de slogan, du livre de Mélenchon, un titre que les médias lui ont assez reproché, pour son populisme. D'autant qu'il ne les a pas ménagés... Le sous-titre ? Inspiré de la gauche équatorienne - Mélenchon fait partie de ces révolutionnaires qui vont encore chercher leur exemple en Amérique latine : « *vite, la révolution citoyenne* » (« *revolucion ciudadana* »). La précision est utile, car ce barbarisme bobo qui a transformé le substantif "citoyen" en adjectif qualificatif aurait pu faire penser à une facilité germanopratine.

Qu'ils s'en aillent tous ! nous va finalement assez bien. Du personnel politique de la République, qui se confond trop souvent avec les puissances d'argent et les *lobbies* sociétaux, nous ne souhaitons en effet que conserver assez peu. Du reste, Mélenchon remarque que beaucoup aiment à partir d'eux-mêmes, du moins fiscalement... Quand ils ne font pas partir les emplois du pays : cela s'appelle les délocalisations. « *Qu'elles s'en aillent toutes !* », les entreprises, tel est, il est vrai, le slogan de certains patrons, qui ne sont pas tous au CAC 40... Les médias, qui leur sont souvent liés, ne leur reprochent alors aucun populisme. Le populisme, c'est quand on demande, au contraire, une petite dose de protectionnisme, au moins au niveau européen... *Horresco referens* ! De l'Europe, d'ailleurs, Mélechon est revenu, avouant même non sans candeur que, par leur fédéralisme béat, lui et ses pareils furent « *les idiots utiles d'une monstrueuse broyeuse bureaucratique* ». Nous ne pouvons que nous féliciter de ce trait de lucidité : « *Nous avons nous-mêmes lâché le monstre dans notre cour.* [...] *Là où l'Europe intervient, le citoyen est expulsé.* »

De Saint-Just à Lénine

Le bilan est souvent juste, sur les dérégulations voulues par Bruxelles, la financiarisation de l'économie, l'écart qui se creuse entre les hauts et les bas revenus (« *Depuis le début des années 2000, les revenus des patrons du CAC 40 ont été multipliés par huit !* »), l'évasion fiscale - il prend avec raison l'exemple de footballeurs aussi indignes que populaires - ou cette « *tentation, à peine cachée, de criminaliser la contestation sociale et même médiatique* » de la part d'un pouvoir qui se sait de plus en plus impopulaire.

La dénonciation porte, mais les remèdes, malheureusement, ont un petit air éculé qui nous fait aller de Saint-Just à Lénine en passant par le p'tit père Combes : « *une ligne idéologique empruntant au communisme anticapitaliste autant qu'au jacobinisme le plus ringard, le tout saupoudré d'un laïcisme des plus intransigeants* », comme a fort bien jugé Robert Massis sur le blogue du *Choc du Mois*. Aussi nul besoin de se demander s'il n'y aurait pas un peu de "république sociale", façon Salò, dans le programme de Mélenchon : nul corporatisme d'État, encore moins de ces "républiques syndicales", librement administrées par les intéressés et prônées par Maurras, mais des soviets - dans la presse, dans les entreprises - pudiquement appelées « *coopératives* ». Du reste, ne cherchez pas des solutions : il n'en donne pas. Il dénonce, sans résoudre, avec, surtout, cette schizophrénie républicaine, qui lui fait dire en rousseauïste intransigeant que « *le citoyen, c'est une drôle de créature. Un mutant. Pour le devenir, il faut s'arracher à tous ses préjugés et à son intérêt personnel pour proposer ce qui sera bon pour tous.* » Comme s'il y avait contradiction nécessaire entre les intérêts divers des membres de la société, laquelle préexiste à l'État, et ce dernier, qui a pour fonction de les assurer en les arbitrant et non pas de les nier. Le citoyen-mutant : celui des États totalitaires.

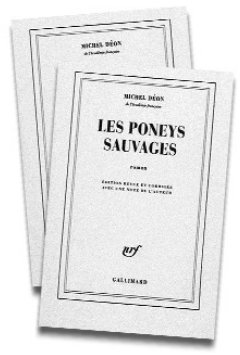
Fanatisme républicain

Dinosaure de gauche, Mélenchon n'est pas simplement favorable à un régime d'assemblée, avec disparition du poste de président de la République - comme les purs républicains de 1870. Pour lui, « *la France se confond avec sa République. C'est son identité. Si nous renonçons à être citoyens* » c'est-à-dire, dans son esprit, « *républicains* », « *nous cessons d'être le peuple de cette nation* ». Aucune référence, ou presque, à la France d'avant 1789, sinon pour saluer François Ier d'avoir fait alliance avec le Grand Turc en « *pleine période d'hystérie chrétienne* » (sic) : on appréciera la finesse de l'analyse. La France, pour Mélenchon, assurément, mais, comme le dénonçait Maurras, « *la France, mais...* » : uniquement celle des droits de l'homme. Et de l'idéologie révolutionnaire. Comment ? Par l'embrigadement de la jeunesse : « *Oui, tout commence dans les têtes et dans les cœurs.* » L'école et les médias « *devraient être à la base de la conscience civique* », c'est-à-dire, de nouveau, « *républicaine* », car il convient de s'attaquer à « *toute la sensibilité de chacun* » : « *Dans cette école, il ne s'agit pas seulement d'être instruit mais éduqué.* »

Les médias ont très vite compris qu'ils pouvaient se servir de lui, alors qu'il croit se servir d'eux en leur servant ce qu'ils lui demandent : un mélange de Saint-Just et de Georges Marchais pour distraire l'auditeur de gauche, un dimanche soir, sur *RTL* ou *Europe 1*... et le convaincre de voter DSK. ■

François Marcilhac

✓ Jean-Luc Mélenchon : *Qu'ils s'en aillent tous*, Flammarion, 142 pages, 10 euros.



Deux figures royalistes

o **Michel Déon** - Alors qu'il publie une nouvelle version de ses *Poneys sauvages*, Michel Déon a accordé un entretien au *Point* (19/12/2010), où Thomas Mahler l'a interpelé sur sa jeunesse d'Action française. « *Je n'y vois rien de honteux* », a rétorqué l'académicien. « *J'étais un grand lecteur des classiques, de latin et d'historiens, c'était mon jus. Maurras détestait le fascisme. Il pensait que la monarchie, c'était le pouvoir modéré, qui ne tient pas sa force des élections, mais des traditions. Nous étions aussi fascinés par Jacques Bainville, notre grand penseur. Dans Les conséquences politiques de la paix, il avait tout prévu, y compris la date de la chute de la Yougoslavie.* »

o **Thierry Ardisson** - Dans un entretien accordé à Josyane Savigneau (*Le Monde*, 17/12/2010) Thierry Ardisson égratigne Maurras et l'Action française, à cause desquels on considérerait selon lui, « *qu'être monarchiste équivaut à être d'extrême droite* ». Observant que « *des tas de pays démocratiques sont des monarchies* », il estime « *que les Français ont pu prendre conscience des bienfaits de la monarchie en voyant Nicolas Sarkozy* » : « *C'est un peu inquiétant de voir cet homme dans la fonction suprême, président de la République, alors que, comme Premier ministre d'un roi sage, il inquiéterait moins... Quand on voit aussi cet afflux de candidats à la prochaine élection présidentielle... C'est la "Star Ac'" ! Une espèce de foire d'empoigne un peu ridicule.* » Au moins partageons-nous avec Thierry Ardisson cette vision de la mascarade républicaine.

Les identitaires contre BHL

Bernard-Henri Lévy va être traîné en justice.

Rappelons qu'il est l'auteur de *L'Idéologie française*, où il impute aux Français la paternité de l'idéologie fasciste. Par un communiqué du 29 décembre, le Bloc identitaire se lâche et déclare : « *BHL balance un obus sur le Bloc identitaire, le qualifiant de "groupuscule néo-nazi". Et un procès en diffamation, un, au motif que le Bloc identitaire n'est ni néo-, ni archéo-, ni nazi tout court. Le dossier d'accusation s'alourdit dans la foulée puisque, dans la même phrase, il impute la paternité d'un événement survenu en 2002 au Bloc identitaire qui a été créé en 2003.* » Plus amusant encore, Bernard-Henri Lévy s'attaque au fondateur de Riposte laïque, Pierre Cassen, qu'il confond avec Bernard Cassen, ancien directeur du *Monde diplomatique*. Décidément, ce comique de BHL n'a pas fini de nous faire rire ! ■ **K.H.**

Chronique parlementaire

❑ **Discriminations à rallonge** - Dix-huit critères de discrimination sont explicitement prohibés par la loi : âge, sexe, origine, situation de famille, orientation sexuelle, mœurs, caractéristiques génétiques, appartenance vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, apparence physique, handicap, état de santé, état de grossesse, patronyme, opinions politiques, convictions religieuses, activités syndicales. Cela demeure insuffisant aux yeux des députés Daniel Fasquelle et François Asensi. Ils ont chacun déposé une proposition de loi afin d'ajouter à cette liste, respectivement, le prénom et le lieu de résidence.

❑ **Assistanat** - Les ménages les plus modestes sont-ils condamnés à vivre au crochet de l'État ? André Flajolet entend limiter le poids de leur facture d'eau à 3 % de leurs revenus. En conséquence, il propose la création d'une « *allocation de solidarité pour l'eau* », et celle d'une taxe *ad hoc*. ■

JEAN-PIERRE LAMY
Estimations immobilières et commerciales
Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières
223 rue de l'Université 75007 Paris
Bureaux à Avignon et Cannes
06 63 09 35 16
lamyjeanpierre@sfr.fr

❑ ZONE EURO

Tallinn embarque avec Berlin

Alors qu'une tempête s'abat sur la zone euro, l'Estonie en est devenue, ce 1er janvier, le dix-septième membre. Sa discipline budgétaire exemplaire devrait lui permettre de rester à flot.

Tallinn passe à l'euro pour achever de renouer avec une prospérité ancienne quand, à l'abri de forts remparts danois, elle était le port de bois et de sel le plus oriental de la Hanse allemande [1]. Aujourd'hui, l'esprit hanséate est revivifié. Le plus petit des pays scandinaves est un acteur économique notable dans le domaine des nouvelles technologies au point que l'on s'en moque en parlant d'*e-Stonie* ; mais il vend aussi de la biotechnologie, des machines, des équipements électroniques, du textile et des produits de la filière bois ; ses partenaires étant dans l'ordre, la Finlande (son frère culturel et plus gros investisseur industriel), la Suède qui tient le secteur bancaire et dont le comportement de crise a été critiqué, l'Allemagne qui jadis le créa et l'enrichit, puis la Lettonie, la Russie, la Lituanie et les États-Unis.

Les charmes de l'euro vantés par les autorités estoniennes

Dans tous les forums

Est-ce dû au brassage d'étrangers résidents ? Les gens de Tallinn sont très ouverts d'esprit pour ne pas dire plus intelligents, comme l'ont montré par exemple les premières manœuvres navales OTAN (Baltron, 1998) de la mini-flotte estonienne dont l'interopérabilité rapide fut remarquée. Cet Estonien à l'esprit vif n'a raté aucune occasion de prendre la remorque d'organisations internationales actives (OMC, OTAN, OCDE, OSCE, FMI, UE, OIF) qui lui apportent une ouverture concrète et un peu de sécurité, si l'on comprend bien que vivre dans le jardin de l'ours russe reste, malgré toutes les déclarations pacifiques de MM. Medvedev et Poutine, dangereux. Aussi le gouvernement de Tallinn s'est-il ému officiellement de la vente à la Russie des bâtiments français de projection et commandement *Mistral* à mission offensive.

Ainsi donc, au moment où des économistes de renom mettent en pointillés la continuation de la zone monétaire euro, un pays scandinave bien géré et industrieux rejoint-il le tournez-manège des preux et des gitans. Avec un déficit public de 1,3 % du produit intérieur brut (PIB) et une dette souveraine ridicule de 7,2 % du PIB, nul doute que l'Estonie se range avec les preux ! Anticipe-t-elle la scission des économies sérieuses du Nord et des économies rieuses du Sud ? À tout le moins, elle embarque avec l'Allemagne et la Finlande dans ce qui pourrait être un nouvel euromark de la zone allemande. La couronne estonienne (EEK) introduite en 1992 contre le rouble fut raccrochée dès le départ au deutschemark à la parité fixe de 8 pour 1. Le DEM prenant le nom d'euro, l'EEK continuera à la parité de 1 EEK = 6,39 centimes d'euro ± 15 % au sein du mécanisme du taux de change européen (MCE II) à compter de 2004, comme le feront aussi ses cousins baltes et slovène. La Slovénie a converti ses tolars en euros en 2007 et la Lituanie et la Lettonie pensent abandonner litas et lats en 2014, si (?) les critères de convergence sont respectés. Pour eux, l'euromarkland est d'avenir. Pourquoi ?

L'euro fut créé par la France et l'Allemagne dans une optique de gestion prudente des comptes publics, après l'expérience concluante du SME qui avait vu M. Bérégovoy accepter "à Montoire" de financer en creux une partie de la reconstruction des *Länder* orientaux allemands en calant le franc sur le mark, ce qui modérait notre compétitivité relative.

Limites de la solidarité

La fin de l'euro actuel, gangréné par le triple déficit (budgétaire, social et commercial) des pays latins, ne sera obtenue que par un divorce des créateurs. Où en sommes-nous ? Derrière l'enfumage de circonstances - les élections ici succèdent aux élections là - ce qui se débat en Allemagne aujourd'hui laisse accroire que la Deutschland AG a fait sa religion d'un largage des pays-lests, définitivement incapables de rétablir leurs comptes. L'ancien chef du patronat "teutonique", Hans-Olaf Henkel, n'envoie pas dire dans un livre au titre explicite, *Sauvez notre argent, l'Allemagne est en soldes*, que les maillons faibles doivent dégager la piste et que toute péréquation des richesses dont ont abusé les cigales latines empruntant aux taux obtenus par la fourmi allemande, doit leur être refusée. La générosité allemande reste la limite infranchissable de la solidarité européenne ; elle est atteinte.

Vers l'éclatement

Quand on compare les poids et performances respectifs des deux zones évoquées, on est vite convaincu que la sécession est possible pour les uns et que, pour nous, la mise en accusation de l'euro dans le marasme français devra être remplacée par un bouc émissaire nouveau... Je parie gros sur notre "fabuleux" [2] modèle social. Nous retournerons à notre piastre nationale, d'usage strictement intérieur, sans pouvoir interdire l'usage de devises cotées dans notre commerce de gros et à l'import-export. Le franc revenu, adossé à des déficits, monstrueux rapportés à l'économie du pays, sera incapable de tenir son rang sur les écrans des marchés et vite dévoré par l'euromark ou le dollar. Notre fibre européen nous obtiendra le titre de *leader* des latins, quelque "reine des gitans", et Berlin gouvernera en sous-main ce qui restera de l'Europe institutionnelle après le choc. Ces gens sont très sérieux quand il s'agit d'argent. Les Estoniens l'ont bien compris. ■

Catoneo

1) Union politique et mercantile des ports baltes et de la mer du Mord, étirée de Bruges à Novgorod, qui traitait sur un pied d'égalité avec les princes, ses voisins. Leurs comptoirs allaient très loin dans les terres par les fleuves. Elle achèvera son déclin au traité de Westphalie qui consolidera les États-nations, ses concurrents.

2) Les brochures distribuées en Chine aux étudiants cherchant une faculté à l'étranger mettent au premier plan les conditions extraordinaires faites aux étudiants inscrits en France, avant même le coût modique de telles études comparativement aux autres universités occidentales. Nous ne reprenons pas cet argumentaire que tout le monde connaît ici.

» BUDGET

L'Union européenne est parvenue à se doter d'un budget pour 2011. Le Parlement a obtenu la promesse qu'un débat serait ouvert sur l'affectation de nouvelles ressources à l'Union. En revanche, il a consenti à reporter la discussion sur les modalités d'adoption des correctifs budgétaires, où les gouvernements voudraient appliquer l'unanimité. Le financement du projet ITER (le réacteur expérimental construit à Cadarache) demeure en suspens.

» AUSTÉRITÉ

« *La dépense publique européenne ne peut s'exonérer des efforts considérables des États membres visant à maîtriser leurs dépenses publiques* », martèlent Paris, Berlin, Londres, Amsterdam et Helsinki. Dans une lettre adressée le 18 décembre au président de la Commission européenne, ils préviennent qu'à l'avenir « *les crédits de paiement ne devraient pas augmenter davantage que l'inflation* ». Une annonce peut-être pertinente, mais sans doute peu opportune : intervenue au lendemain du Conseil européen, elle a interféré avec ses conclusions censées rassurer les marchés financiers.

» DÉFENSE

Une Française vient d'être nommée à la tête de l'Agence européenne de défense (AED). Claude-France Arnould a été désignée à l'issue d'une procédure retardée par l'Italie et l'Allemagne, vraisemblablement irritées par la désinvolture de Catherine Ashton, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité (*Bruxelles 2*, 16/12/2010). Les doutes persistent sur l'utilité de l'AED, mais celle-ci pourrait monter en puissance si les ministres de la Défense intensifient leur coopération, notamment en matière de capacités militaires, en applications de leurs conclusions du 9 décembre 2010.

» IMMIGRATION

Se détournant de la mer, les migrants illégaux ont franchi en nombre la frontière gréco-turque au cours des dix premiers mois de l'année écoulée, où Athènes aurait dénombré près de 39 000 arrivées, contre moins de 7 600 pour la même période en 2009. Déployés début novembre, des garde-frontières européens auraient permis d'endiguer le phénomène : les arrivées illégales auraient décru de 44 % en un mois. Cela n'a pas manqué d'inquiéter Andrej Mahecic, porte-parole du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

L'européisme entre parenthèses

Puissant moteur de l'intégration européenne, la Cour de Justice de Luxembourg (CJUE) a failli à sa réputation le mois dernier.

Ainsi a-t-elle jugé « *conforme au droit de l'Union* » l'interdiction d'admettre des non-résidents dans les *coffee-shops* néerlandais. De son point de vue, « *l'introduction de stupéfiants dans le circuit économique et commercial de l'Union étant interdite, un tenancier d'un coffee-shop ne saurait se prévaloir des libertés de circulation ou du principe de non-discrimination, en ce qui concerne l'activité consistant en la commercialisation du cannabis* ». Aussi la décision du conseil communal de Maastricht lui apparaît-elle « *justifiée par l'objectif visant à lutter contre le tourisme de la drogue et les nuisances qu'il draine, objectif se rattachant tant au maintien de l'ordre public qu'à la protection de la santé des citoyens* ».

Des patronymes non reconnus

Par ailleurs, toujours selon la Cour de Justice de l'Union européenne, « *un État membre peut refuser de reconnaître le nom d'un ressortissant contenant un titre de noblesse, tel qu'il a été obtenu dans un autre État membre* ». Affirmant « *que l'Union respecte l'identité nationale de ses États membres* », la Cour estime que « *la forme républicaine de l'État* » en fait aussi partie. « *Elle admet donc que, dans le contexte de l'histoire constitutionnelle autrichienne, la loi d'abolition de la noblesse peut être considérée comme une justification d'ordre public et, par conséquent, être mise en balance avec le droit de libre circulation des personnes reconnu par le droit de l'Union.* » D'autant que cette loi constitue à ses yeux « *la mise en œuvre du principe plus général de l'égalité en droit de tous les citoyens autrichiens, principe que l'ordre juridique de l'Union tend à assurer en tant que principe général du droit* ». ■ **G.D.**

❑ KOSOVO

Trafic d'organes : la boîte de Pandore

Dans un rapport prochainement soumis à l'assemblée du Conseil de l'Europe, un parlementaire suisse, Dick Marty, pointe les crimes de l'Armée de libération du Kosovo. Si les dénégations persistent, les langues se délient... La polémique gronde, tout particulièrement en Suisse.

Titulaire du Département fédéral des affaires étrangères, et présidente de la Confédération helvétique en 2011, Micheline Calmy-Rey est bien embarrassée. Elle devait recevoir le mois dernier un prix de la Diaspora kosovare des mains de l'ambassadeur du Kosovo en Suisse, Naim Malaj ; compte tenu des "circonstances", la cérémonie a été reportée à une date indéterminée.

Des combattants de l'UCK auraient assassiné plusieurs centaines de prisonniers serbes afin de prélever leurs reins pour en faire commerce.

Deux ans d'enquête

Ces circonstances défavorables, ce sont la stupéfaction et l'indignation qu'ont suscitées les révélations, ou allégations, contenues dans un rapport du parlementaire suisse Dick Marty au Conseil de l'Europe ; un document qui pointe les horreurs imputées aux dirigeants kosovars, dont l'actuel Premier ministre Hashim Thaçi, durant le conflit en 1999 et 2000. La consternation et la gêne sont d'autant plus vives à Berne que la Suisse officielle se flattait jusqu'alors d'avoir fait le "bon choix", en s'alignant sur les États-Unis et l'OTAN afin de faire rendre gorge aux "méchants" serbes.

La Confédération a d'ailleurs été un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo. Et lors de l'inauguration de l'ambassade de Suisse à Pristina, en mars 2008, M^me^ Calmy-Rey renouvelait son soutien, en espèces sonnantes et trébuchantes, au régime séparatiste. À l'époque, cet engagement du ministre des Affaires étrangères, sa précipitation peu diplomatique avaient provoqué des critiques en Suisse, notamment celles de Dick Marty, conseiller aux États tessinois et alors président de la commission de politique extérieure de l'Assemblée fédérale.

La même année, en 2008, Dick Marty entamait ses recherches sur le crime organisé au Kosovo, à la suite de rumeurs persistantes jamais prises en compte par les grandes puissances. De ce travail d'investigation mené sur deux ans est résulté un document de vingt-huit pages révélant, avec force détails, qu'en pleine guerre du Kosovo des combattants séparatistes de l'UCK ont assassiné plusieurs centaines de prisonniers serbes afin de prélever leurs reins pour en faire commerce. Le rapport de Dick Marty a été adopté le 16 décembre en commission du Conseil de l'Europe ; il devrait être examiné à la fin janvier en assemblée plénière.

Devant le scandale qui enfle, les responsables kosovars arguent d'un manque de preuves matérielles et parlent d'« *éléments fabriqués* ». Dans une déclaration à la presse suisse, Hashim Thaçi compare même la démarche de Dick Marty à « *la propagande de Goebbels* ». À quoi le parlementaire tessinois, juriste de formation, répond : « *Nous n'avons pas colporté de simples rumeurs, mais décrit des faits qui se fondent sur de multiples témoignages, des documents, des faits objectifs.* »

Odieux commerce

Le rapport en question s'appuie sur de nombreuses sources, allant des services secrets anglais, italiens, allemands et même américains à des témoins directs des événements. M. Marty a en outre bénéficié des connaissances d'experts ayant enquêté ces dernières années sur diverses scènes de crimes de guerre. Parmi eux, l'anthropologue et légiste d'origine péruvienne José Pablo Baraybar, qui s'est confié au quotidien *Le Temps* (18 décembre). Selon ce témoignage, les prisonniers serbes, de même que des musulmans kosovars accusés de "collaboration" avec Belgrade, étaient transférés dans le Nord de l'Albanie pour être ensuite assassinés au fur et à mesure des besoins de transplantation. Le rapport de Dick Marty fait état d'une « *maison jaune* » située à Burrell, au nord de Tirana, et qui aurait été la plaque tournante du trafic d'organes. Au sein de l'UCK, c'est un clan mafieux, le Groupe de Drenica dirigé par Hashim Thaçi, qui se livrait à ce sinistre commerce, assure le document avalisé par le Conseil de l'Europe. L'argent provenant de ce trafic aurait été déposé sur des comptes en banque en dehors de l'Albanie, notamment en Suisse, un pays que connaît bien Hashim Thaçi pour y avoir obtenu l'asile politique en 1995.

Cynisme international

Dick Marty affirme que la "communauté internationale" avait connaissance de ces faits, mais qu'elle a gardé le silence pour ne pas déstabiliser ses protégés kosovars, et afin de ne pas affaiblir sa diabolisation de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic. Quant au légiste J.-P. Baraybar, interrogé sur l'absence de preuves matérielles, il précise que des policiers allemands envoyés en 1999 au Kosovo par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ont collecté quatre cents échantillons d'ADN ; rapportés en Allemagne, ces échantillons auraient ensuite été détruits, le Tribunal s'en étant désintéressé. Haut représentant des Nations Unies au Kosovo entre 1999 et 2001, Bernard Kouchner rejette en bloc le contenu du rapport de Dick Marty qui, pourtant, recoupe et complète les accusations portées par l'ancien procureur Carla Del Ponte dans un livre publié en 2008, *La traque, les criminels de guerre et moi* (éd. Héloïse d'Ormesson, pour l'édition française de 2009). Dans cet ouvrage, l'ancienne magistrate se plaint d'avoir subi des pressions de l'ONU afin de la dissuader d'enquêter sur le trafic d'organes humains au Kosovo.

Malgré les dénégations, Bernard Kouchner comme d'autres acteurs majeurs de cette sombre période ne pourront échapper au soupçon de complicité passive. D'autant que l'affaire n'est pas close. Ainsi, le gouvernement serbe a demandé au Tribunal pénal international de La Haye d'ouvrir une enquête sur les responsables de la Mission de l'ONU au Kosovo qui, selon Belgrade, auraient dissimulé des preuves concernant les crimes aujourd'hui imputés à l'UCK. Avec son habituel sens de la mesure, Bernard Kouchner a qualifié Dick Marty de « *pauvre homme* ». Sans doute parce que l'imprudent a ouvert la boîte de Pandore. ■

Guy C. Menusier

BELGIQUE

Le roi sort de sa réserve

La guerre serait-elle ouverte entre Albert II et Bart De Wever ?

DEPUIS QUINZE JOURS, tout au plus la Belgique fut-elle agitée par l'*interview* donnée au *Spiegel*, le grand hebdomadaire allemand, par Bart De Wever – l'homme dont on attend qu'il décide du sort de la Belgique en levant ou en abaissant le pouce tel un empereur romain de la décadence. De ses propos, on retient deux sentences définitives : « *la Belgique est le malade de l'Europe* » et « *le roi n'est pas neutre.* » « *Je dis : est-ce que le roi est du côté de ceux qui veulent des réformes et plus d'autonomie ? La réponse est non. Il est du côté de ceux qui veulent garder le* statu quo. *La monarchie est un atout pour les francophones qui veulent garder l'état actuel des choses.* » Et d'ajouter : « *C'est pour cela que je dis : la Belgique ne fonctionne plus ! La Belgique est une nation en faillite.* » Rien de neuf sous le soleil voilé de noir du nationalisme flamand. Mais, pour reprendre la chanson et l'expression célèbre de Renaud, « c*ela suffice comme ci* ».

C'est en tout cas le sentiment d'Albert II, qui l'a dit en termes plus châtiés dans un message de Noël très remarqué. Si remarqué même que, dans son éditorial, la rédactrice en chef du *Soir* tient le discours royal pour le plus important du règne sur le plan politique. Il est vrai que la tradition veut que le roi prononce un message consensuel ayant l'aval du Premier ministre. Cette fois, relève l'éditorialiste, « *c'est un geste très fort.* [...] *Le roi a pris ses responsabilités.* [...] *Albert II prend le parti de la Belgique, dont l'existence fonde sa légitimité.* »

Il faut conclure

Que dit-il ? Tout simplement que tous les éléments se trouvent sur la table pour réaliser une réforme profonde de l'État. Dès lors, il « *lance solennellement un appel à tous les responsables et à tous les citoyens* [...] *en premier lieu les responsables politiques, mais aussi économiques, sociaux, culturels et des médias* ». Il appuie et insiste : « *Chacun aura l'obligation de prendre ses responsabilités.* » Tous « *nous devons avoir le courage d'être des artisans de paix* ». En un mot comme en cent, pour le roi, il faut conclure. Contrairement à ce qu'affirme Bart De Wever, l'accord recherché ne déboucherait en rien sur un *statu quo*. Comme le roi l'indique, il s'agirait d'« *un important transfert de compétences aux régions et communautés, une autonomie et une responsabilisation beaucoup plus poussées des entités fédérées y compris sur le plan fiscal, un refinancement de Bruxelles et le maintien d'une réelle solidarité au sein de notre pays* ». Ce qui entend « *le financement dans la durée de l'État fédéral* ».

C'est la feuille de route du conciliateur royal, le socialiste flamand Johan Vande Lanotte. Il a remis sa note aux sept partenaires de la négociation le 3 janvier et attend leur réponse pour le 5. Mais déjà, le Centre de concertation des associations flamandes, tête pensante du Mouvement flamand, a tranché. Le compromis de Vande Lanotte ? Du « *charabia* » ! Le voilà condamné avant même d'avoir été divulgué, ce qui est de mauvais augure. ■

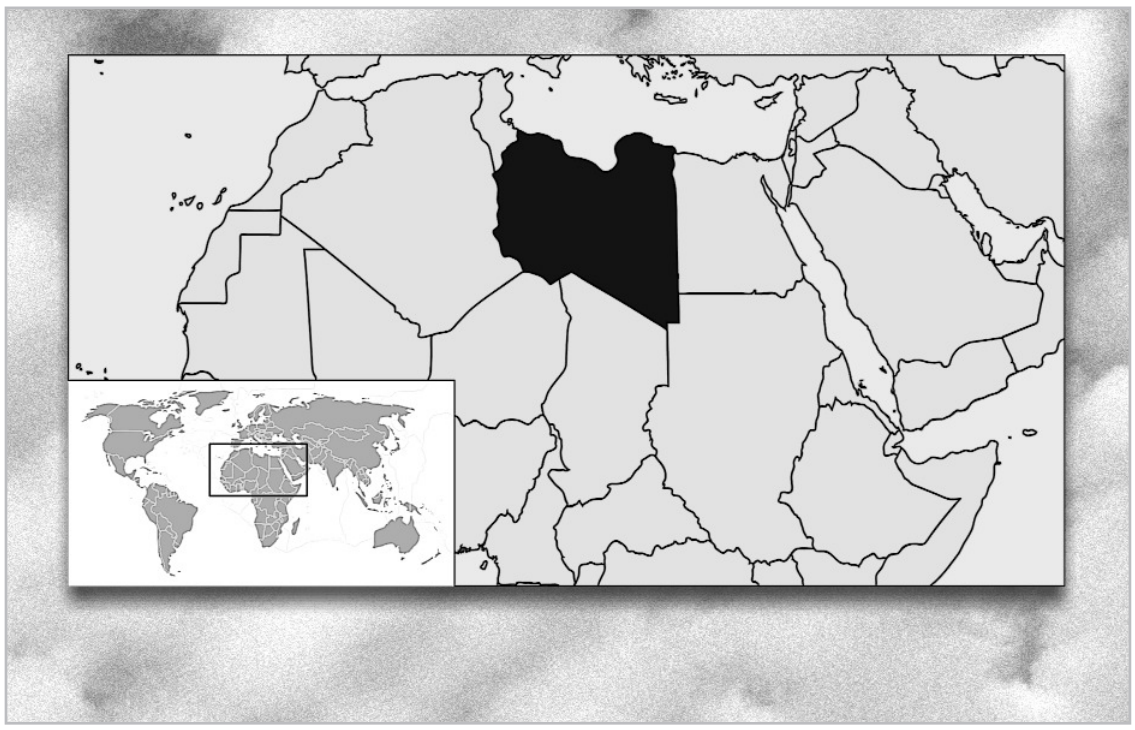
Charles-Henri Brignac

❑ LIBYE

Kadhafi, sentinelle du Sahel

De retour de Libye, Charles-Henri Brignac évoque un pays quadrillé par la police politique, dont le dictateur partage certains intérêts avec l'Occident, alors que sa volonté se heurte parfois à quelques obstacles... Témoignage.

Dans la Libye de Mouammar Kadhafi, tout est vert. D'abord le drapeau, pour symboliser l'islam. Ensuite le "livre" le plus répandu après – ou avant ? – le Coran, le Livre vert en trois tomes dispensant la pensée du "Guide". Enfin la jolie place où bat le cœur de Tripoli, surnommée la place Verte. Située en bordure de la mer et du port, elle n'a pas toujours été désignée ainsi. Elle s'appelait *piazza Italia* lorsque Mussolini se proclamait protecteur de l'islam dans le monde et brandissait son « *épée* » en 1937. Italo Balbo, gouverneur des années de guerre, installa sa résidence dans la belle citadelle qui fait angle et qu'en arabe on nommait *Assaray el-Hamra*, "le sérail rouge", en raison de sa couleur ocre.



Un château entouré de béton

Le château de Kadhafi, lui, se trouve à quelques kilomètres de là, sur la route conduisant à l'aéroport, mais encore en pleine ville. Nous n'en voyons que de longues murailles où de rares échancrures révèlent d'autres remparts en béton. Au cœur de ce dispositif, on dit que le "Guide" a planté sa tente. Comme il le fit à Paris lors de sa visite officielle. Et à Rome lorsqu'il rencontra son ami Berlusconi. Celui-ci est honoré à Tripoli. Ici et là, en bordure de route, un immense panneau montre le "Guide" et le "Cavalere". Il faut dire que pour bénéficier de contrats fructueux, ce dernier a fait repentance pour les « *méfaits* » de la colonisation, et a baisé la main de celui qui se proclame le mentor de l'Afrique entière. Dans le même temps, Mouammar Kadhafi proclame que « *l'Afrique n'a besoin ni de rois, ni de guides* ». Visiblement, Des cartes n'était pas libyen...

Ce ne sont pas les contradictions qui embarrassent le maître de la Libye. Il y a des années, lors d'un entretien particulier, Hosni Moubarak, le président égyptien, m'avait dépeint un déséquilibré : « *D'ailleurs,* m'avait-il dit, *il a subi un traitement psychiatrique au Caire*. » Cela reste à confirmer.

La peur des berbères

Quoi qu'il en soit, depuis quarante et un ans, il a réussi à asseoir son pouvoir. La rente pétrolière est mieux répartie qu'en Algérie. Les citoyens ne roulent pas sur l'or mais ils ne connaissent pas la misère. On ne croise guère de mendiants, ni à Tripoli, ni en province. Mais fût-ce avec une discrétion toute relative, la police et surtout la Sécurité en civil sont partout. Il est des questions sensibles provoquant des réactions immédiates, tel le problème berbère. Il y a moins d'un mois, le secrétaire politique de l'ambassade américaine s'est vu interpellé et expulsé pour avoir rencontré des personnalités berbères à Ifren, dans le djebel Nefoussa. Sans revêtir une telle gravité, un incident analogue m'est arrivé, également à Ifren. Je m'étais arrêté pour la nuit dans une belle maison d'hôte. À peine avais-je terminé mon repas que l'on est venu frapper à la porte. C'étaient des agents de la Sécurité, en civil. Il s'agit d'une police politique. Très courtoisement, on m'a prié de lever le siège et de me rendre sous escorte dans un hôtel de la ville. « *Pour votre confort et votre sécurité*. » Que faire sinon obtempérer ? Au matin, la Sécurité était toujours présente. Toujours courtoise et serviable, elle m'a reconduit à quarante kilomètres de là sur la route de Tripoli. L'affaire eut pris une allure plus sérieuse si, comme le diplomate américain, j'avais eu des "contacts" berbères, ce qui n'était pas le cas. Ces derniers jours, l'ambassadeur américain a été en proie à certains harcèlements. Un Libyen anonyme l'a couvert d'injures alors qu'il se trouvait à la plage en compagnie d'autres diplomates. La Sécurité libyenne a laissé faire. Ce qui n'empêche pas le "Guide" de recevoir le patron d'Africom, le général William Ward, et de se dire prêt à collaborer « *sans réserve* » avec « *la nouvelle Amérique* », celle de Barack Obama.

Un partenaire de l'Union européenne

Avec l'Europe aussi, à un double titre. L'Union européenne attend du colonel qu'il contrôle, filtre et freine les flux migratoires en provenance du Sahel. Pour cela, elle paie, chèrement. Par ailleurs, la Libye est une pièce stratégique dans le dispositif de lutte contre AQMI, la branche maghrébine d'Al-Qaida. Tout islamiste qu'il soit, Kadhafi n'entend pas se laisser damer le pion par plus islamiste que lui. Il sait qu'il existe en Algérie, dans les rangs d'Al-Qaida, une katiba libyenne. Pour l'heure, aucune action n'a été tentée sur le territoire libyen, mais la menace pèse. Des intégristes venus de Derma en Cyrénaïque composeraient l'essentiel de ces "combattants de la foi". Le "Guide" a tout intérêt à étouffer l'entreprise dans l'œuf. L'Occident aussi. Voilà pourquoi l'initiateur de l'attentat de Lockerbie (jamais élucidé) est devenu notre nouvel allié.

La succession

Mais qu'en sera-t-il de sa succession ? Un nom se détache, celui d'un de ses fils, Seif. Il passe pour moderniste. On lui prête ces mots : « *C'est dur de réinventer un pays*. » Les Libyens parlent peu. Au hasard d'une rencontre, un jeune homme a accepté de se confier. Ce n'était pas un opposant, mais il se montrait critique à l'égard du régime. « *Ceux qui aujourd'hui sont aux affaires sont vieux. Nous ne nous plaignons pas de Kadhafi, qui n'est d'ailleurs pas le seul à décider, mais lui-même et tous ceux qui l'entourent "datent" de la Révolution. Les temps ont changé. Ce changement doit se matérialiser. La jeunesse y aspire. Du nord au sud, tous nous soutenons Seif. Lui a des projets. Il veut désenclaver le pays de la dépendance excessive au pétrole. Son père veut qu'il lui succède mais la vieille garde qui l'entoure fait obstacle. En Libye nous avons un système très particulier. Le pays est littéralement enserré par les comités révolutionnaires de bas. Il n'y a aucune élection. Les promotions se font au mérite, par "élévation". Une ou deux fois par an se tiennent de "grandes assemblées". Tous sont admis à parler, à dire ce qu'ils veulent. Tout cela serait parfait si l'ont nous entendait. Mais personne n'écoute, les mots sont perdus.* » Voilà pourquoi, même si les Libyens parlent, la Libye est silencieuse. Se réveillera-t-elle ? Sa jeunesse, en tout cas, est en attente. ■

Charles-Henri Brignac

PLAIDOYER

L'espoir d'un nouvel équilibre mondial

DEPUIS LA CHUTE du communisme, le monde est à la recherche d'un nouvel équilibre. En l'absence d'une bipolarisation, la domination des États-Unis s'est renforcée. La première guerre du Golfe, en 1990, l'a légitimée en leur donnant une image légaliste. Les attentats du 11 septembre 2001, justifiant l'intervention en Afghanistan, ont constitué le cheval de Troie d'une politique hégémonique à laquelle l'UE est inféodée. Un bon nombre de pays de l'Union ont avalisé l'intervention américaine en Irak en 2003. Alors qu'elle revêtait l'aspect d'une agression selon la définition du droit international, celle-ci a démontré l'impunité de Washington.

L'arrivée au pouvoir de Barack Obama n'a pas changé la donne. En effet, la politique étrangère américaine est constante et soumise à la pression des *lobbies*, qui agissent aussi bien sur les politiques que sur les ONG et les multinationales. Il faut composer avec eux : c'est la raison de la faillite des idéologies et de la vertu politique, la cause du marasme chez des populations perdant leurs valeurs et leur identité. Cette crise est accentuée par le mondialisme qui étouffe les aspirations légitimes des nations et pousse, dans certains cas, à l'extrémisme. Condamnés par les médias prédominants, les auteurs de violences s'en trouvent paradoxalement renforcés.
Fourvoyée par la démocratie, la France perd sa place sur la scène internationale. Elle est pourtant une grande nation, forte d'un aura culturel, conceptuel et politique rayonnant sur une large partie de la planète, qui en a fait un modèle voire un noyau duquel émergea une diplomatie respectueuse des spécificités identitaires et défenderesse du monde chrétien, catholique en particulier. La langue de Molière en fut le vecteur, tout en incarnant les valeurs françaises. Cela a donné naissance à la Francophonie, qui fut une puissance régulatrice des déséquilibres internationaux avant de se réduire à un mouvement culturel.

Une identité millénaire

La France pourra-t-elle reconquérir cette place et rivaliser avec les États-Unis ? Elle devra, dans un premier temps, se renforcer à l'intérieur de ses frontières en retrouvant son identité millénaire, en se réconciliant avec son histoire, en rompant avec les aspects dévastateurs du mondialisme. Il faut admettre l'échec du fédéralisme européen face à l'affirmation du nationalisme latent des membres de l'UE, notamment les nouveaux. Cette émancipation devra permettre une prise de conscience de l'importance du monde francophone. Sous l'égide de la France, il pourrait constituer une puissance économique, culturelle et politique incontournable. Tandis que l'inféodation aux États-Unis, *via* l'UE, l'Otan ou le G20, se révèle suicidaire, l'affirmation d'une puissance internationale indépendante, à la recherche de nouveaux partenaires, marquera une nouvelle page de l'histoire des relations internationales. Mais dans quelle mesure cet espoir sera-t-il concrétisé ? Le combat pour la reconquête de la France ne peut pas être mené par ceux qui cherchent des compromis électoraux et cèdent aux manœuvres électorales démagogiques, mais par ceux qui transcendent ces calculs en se sacrifiant pour la nation d'une manière désintéressée et loyale. ❑

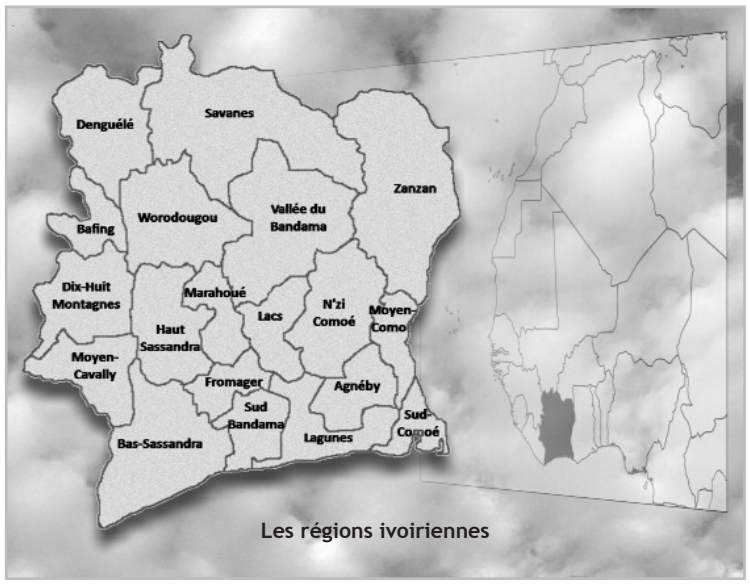
Élie Hatem

❑ CÔTE D'IVOIRE

La partition, seule solution

L'élection présidentielle a précipité la Côte d'Ivoire dans une crise qui semble insoluble. En dépit des pressions internationales, Laurent Gbagbo s'accroche au pouvoir – il en a les moyens. Analyse.

Sur le blog de Bernard Lugan, spécialiste incontesté de l'Afrique, on lit les réflexions les plus sensées et les plus réalistes sur la Côte d'Ivoire où « *les élections ont provoqué une situation de quasi-guerre civile qui menace d'embraser une partie de l'Afrique de l'Ouest et où, par son refus de prise en compte de la réalité ethnique, la "communauté internationale" s'est délibérément placée dans une impasse* ».



Les régions ivoiriennes

Aveuglement

Car la situation est inextricable : « *Un président "démocratiquement" élu, M. Alassane Ouattara, qu'elle a adoubé,* [...] *est incapable de s'installer au pouvoir par ses propres moyens. Face à lui, M. Laurent Gbagbo, électoralement battu mais autoproclamé président, a réussi le coup de génie d'apparaître comme un résistant au* diktat *international. Chaque jour qui passe, sa stature de chef ne pliant pas devant les injonctions étrangères se renforce cependant que M. Ouattara apparaît de plus en plus comme une sorte de fondé de pouvoir du nouvel ordre mondial, comme un agent comptable du FMI coupé des forces vives du continent.* »

Mais voici la vérité que l'on cache trop souvent de peur de heurter la sacro-sainte "communauté internationale" : « *Celle-ci est désormais prise à son propre piège pour avoir obstinément refusé de voir que LA Côte d'Ivoire n'existe pas. Trois zones ethniques sont en revanche bien vivantes : celle du Nord avec les Malinké, les Dioula, les Senoufo, les Lobi et les Kulango ; celle du centre avec les Baoulé et celle du Sud, où l'alliance entre les Kru de l'Ouest et les peuples dits "lagunaires" de l'Est assure une solide base à M. Gbagbo. Aucune solution d'avenir ne pourra s'abstraire de cette réalité.* »

Cinq options

Bernard Lugan examine ensuite les options envisageables pour faire respecter le verdict des urnes et l'ordre mondial démocratique. Toutes sont fort dangereuses. Puis il en vient aux « *cinq points établis* » ce 31 décembre 2010 : « *1) Couverts de sang et gavés de leurs rapines, les partisans de M. Gbagbo ne rendront pas le pouvoir pacifiquement. 2) Chaque jour qui passe renforce Laurent Gbagbo car, contrairement à ce que ne cessent d'affirmer les butors de la sous-culture mediatico-africaniste, il est loin d'être isolé. En Afrique, si, pour le moment, seul l'Angola s'est rangé dans son camp, plusieurs autres pays sont prêts à le faire. De plus, il dispose de soutiens partout dans le monde là où la résistance au "diktat impérialiste" est vue avec sympathie. 3) M. Gbagbo tient le Sud utile avec ses ports, ses puits de pétrole, son café et son cacao et il peut très bien se passer du Nord déshérité comme il le fait d'ailleurs depuis 2002. 4) M. Ouattara est certes assuré du soutien du FMI, de la Banque mondiale et des présidents Obama et Sarkozy, mais il vit retranché dans l'hôtel du Golf sous la fragile protection de l'ONU. Coupé du monde, ravitaillé par hélicoptère, il n'y est en quelque sorte qu'un "roi de Bourges" qui aura du mal à trouver sa Jeanne d'Arc chez les casques bleu népalais ou sri lankais... 5) M. Gbagbo sait qu'il doit éviter de s'en prendre à la communauté française car, à la faveur d'une intervention de secours et d'évacuation, les troupes envoyées par Paris seraient, elles, en mesure de neutraliser militairement ses forces.* »

Possible sortie de crise

Et voici la solution réaliste : « *Ceci étant, une sortie de crise est possible, mais à la condition de prendre enfin en compte la seule réalité qui tienne, à savoir la nécessaire adéquation entre une terre et un peuple. C'est pourquoi la solution réaliste serait une forme de partition car M. Gbagbo ne cherche pas à prendre le contrôle du Nord, tandis que M.Ouattara n'est pas en mesure de s'imposer au Sud. Au Soudan, après un demi-siècle de guerre, la partition est apparue comme la seule issue raisonnable. Combien de décennies de souffrances faudra t-il encore à la malheureuse Côte d'Ivoire pour que la "communauté internationale" fasse le même constat ?* » ■

www.bernard-lugan.com

BATTISTI

Crise entre Brasilia et Rome

AU TERME de son mandat présidentiel, et à la veille de remettre le pouvoir à Dilma Rousseff, Luis Inacio Lula da Silva a décidé de refuser l'extradition vers l'Italie de l'ancien terroriste Cesare Battisti, sous écrou extraditionnel depuis 2007 et désormais libre. Renouant avec son idéologie originelle au moment de passer la main, Lula a donc ignoré, comme le lui permettait la constitution, l'arrêt de la Cour suprême brésilienne.

En optant pour l'élargissement, Lula a expliqué, d'une part, que l'Italie ne garantissait pas de manière optimale les droits de l'homme et, d'autre part, qu'il voulait éviter de laisser à son successeur un dossier empoisonné. Explication spécieuse et vaine. Dilma Rousseff va devoir gérer un contentieux particulièrement délicat. La décision de Lula a en effet soulevé une émotion considérable en Italie, et d'abord dans les familles de victimes du terrorisme. Rappelons que Cesare Battisti, ancien membre d'un groupe gauchiste, les Prolétaires armés pour le communisme, a été condamné à la perpétuité par contumace pour sa participation à quatre homicides commis en 1978 et 1979.

Rumeur autour de Carla Bruni-Sarkozy

Évadé d'une prison italienne en 1981, cet individu représentatif des Années de plomb avait alors gagné le Mexique avant de s'installer en France, où il allait jouir de nombreuses complicités dans les milieux de gauche, et sans doute même au-delà comme le donne à penser sa disparition rocambolesque en 2004. Réapparu au Brésil, il y est arrêté en 2007. C'est alors que naît la rumeur d'une intervention de Nicolas Sarkozy en faveur du fugitif, à l'instigation de Carla Bruni. L'Élysée comme l'épouse du président de la République ont démenti. Mais la suspicion s'installe. D'autant que, par affinité élective, Carla Bruni et sa sœur l'actrice Valeria Bruni-Tedeschi ont alors notoirement usé de leur influence pour permettre à l'ancienne brigadiste Marina Petrella d'échapper, elle aussi, à l'extradition.

En Italie, où le traumatisme des Années de plomb ne s'est pas dissipé, la mansuétude dont vient de bénéficier Cesare Battisti au Brésil provoque amertume et colère. Le président Giorgio Napolitano comme le gouvernement Berlusconi et la majeure partie de l'opposition sont à l'unisson. L'ex-"guérillera" brésilienne Dilma Rousseff saura-t-elle les entendre ? ■ **G.C.M.**

Une fondation méconnue

DOCTEUR en science politique, ancien professeur des relations internationales à l'ESCE, Pierre Hillard est un spécialiste des instances européennes, des relations transatlantiques et des questions internationales. Son dernier opus, *La Fondation Bertelsmann et la "gouvernance mondiale"*, est particulier à plus d'un titre. D'une part, il s'agit là de son ouvrage le plus court. D'autre part, il est le plus accessible. Ici, Pierre Hillard ne décortique pas une situation d'ensemble. Un focus est réalisé sur une seule fondation, un exemple bien précis. Il détaille les mécanismes qui vont s'emparer d'une noble entreprise pour en faire une machine de guerre mondialiste. Des origines à nos jours, l'auteur répond au *comment* et au *pourquoi* de cette conversion. Les lecteurs aguerris trouveront une grille de lecture indispensable. Les novices disposeront d'une parfaite introduction. Livrant plus que le détail d'une des superstructures globalisatrices, Pierre Hillard prouve ici que le mondialisme n'est pas d'origine structurelle mais bien idéologique, basé sur une conception du monde et non une évolution sociale. ■

Kavan Herbin

✓ Pierre Hillard : *La Fondation Bertelsmann et la "gouvernance mondiale"*, François-Xavier de Guibert, 159 p., 18 euros.

» FRANCOPHONIE

Une radio francophone a été lancée au Qatar le 18 décembre. Basée à Doha, *Oryx FM* doit assurer une diffusion en français vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Paris espère que d'autres pays du Golfe pourront bientôt bénéficier de ses programmes, alors que la région manifesterait un intérêt croissant pour la langue de Molière.

» SAVOIR-FAIRE

Depuis 2006, les Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) bénéficient d'un système de surveillance épidémiologique en temps réel. Baptisé Aster (Alerte et surveillance en temps réel), breveté par le Service de santé des armées, il a été choisi pour équiper le "soutien santé" des interventions multinationales sous mandat Otan.

» JUSTICE

Dans une motion adopté le 22 décembre, le Parlement kenyan a demandé au gouvernement de sortir du traité de Rome à l'origine de la Cour pénale internationale (CPI). « *Pour le ministre de l'Énergie, qui soutient la motion, la CPI fait preuve d'impérialisme en ne poursuivant que des ex-colonies africaines* » rapporte Daily Nation (*Courrier International*, 23/12/2010).

» NUCLÉAIRE

Paris a salué la ratification par le Congrès américain de l'accord START, signé avec la Russie le 8 avril dernier, prévoyant de nouvelles réductions bilatérales des arsenaux stratégiques. Autre écho de la Guerre froide : le rapatriement en Russie de combustible nucléaire jadis utilisé en Serbie, dont l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a annoncé l'achèvement le 22 décembre.

» PRIVATISATION

Suivant la mode américaine, la NASA externalise à son tour : elle pourrait confier à une société privé le transports de personnel entre la Terre et la Station spatiale internationale. L'agence Space X serait sur les rangs, rapporte *Information Week* (Courrier International, 13/12/2010)

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour savoir dans quel kiosque l'acheter :

www.trouverlapresse.com

❑ AFGHANISTAN

L'année de tous les dangers

Les forces de la coalition s'enlisent en Afghanistan, malgré leur supériorité matérielle écrasante. La faiblesse et la corruption du pouvoir politique installé à Kaboul ne sont pas seules en cause. Explications.

Le repas de Saint-Sylvestre pris devant les caméras des télévisions du monde entier, le champagne servi aux soldats français et les visites protocolaires vite expédiées des personnalités politiques ne devraient guère faire illusion. Ce qui se passe en Afghanistan est grave. Les dizaines de milliers de soldats de la "coalition" et l'armée afghane, encore assez symbolique, ne parviennent pas à vaincre l'insurrection dite des Taliban. Le nombre des insurgés armés est bien moindre, leurs armes assez rudimentaires, mais ils trouvent de l'appui, sinon de la complicité, chez les Pachtouns, ethnie majoritaire en Afghanistan, ils sont aidés de l'étranger et, surtout, l'échec politique des Américains sur place leur ouvre une voie royale pour reprendre, sous une forme ou une autre, le pouvoir à Kaboul.

Le calme est encore loin d'être assuré à Kaboul...

Des ONG coupables

À Paris, on compare parfois la situation afghane aux événements d'Algérie. C'est une erreur. En Algérie, l'armée française avait vaincu l'insurrection, la situation militaire était rétablie, mais la politique n'a pas suivi. En Afghanistan, les soldats de la "coalition" n'ont pas encore vaincu, malgré leur écrasante supériorité matérielle. Pour quelles raisons ? La faiblesse et surtout la corruption du pouvoir politique à Kaboul, dit-on souvent à Washington et dans les autres capitales occidentales. Le constat n'est pas faux. Mais cette faiblesse est en partie due à la politique américaine et ses faux pas, et la corruption est entretenue par certains intérêts, compagnies et même ONG occidentaux. Les "fruits" de cette corruption ne vont pas seulement dans les poches afghanes. Personne ne l'ignore, mais on fait semblant de ne pas le savoir. Il faudrait mettre fin à cette complicité. La volonté existe-t-elle ? Poser la question, c'est déjà y apporter une réponse.

L'insurrection trouve des appuis au Pakistan et en Iran. Chacun de ces deux pays, pour des motifs différents, aide, finance et arme certaines fractions. Les pressions américaines n'ont pas suffi à faire changer d'attitude certains éléments de l'armée et des services spéciaux pakistanais. Quant à la République islamique d'Iran, à part quelques chefs militaires américains, on préfère ne pas évoquer son rôle, pourtant important. La fameuse politique d'accommodement et de "main-tendue" avec les ayatollahs arrange trop de monde et d'intérêts à Washington comme ailleurs pour être modifiée. Tant qu'on n'aura pas réglé ces problèmes en amont, qu'on n'aura pas fait tarir les sources d'aide à l'insurrection, il est inutile d'espérer des résultats tangibles sur place. La sortie de cette crise est d'abord d'ordre politique. Les clés s'en trouvent à Washington, Kaboul, Islamabad et Téhéran. Les armes doivent vaincre les islamistes, car leur retour au pouvoir en Afghanistan serait une tragédie pour la région et transformerait ce pays, qui mérite mieux, en une nouvelle base du terrorisme international. Mais les armes, seules ne pourront vaincre en Afghanistan. La politique devra précéder et accompagner la nécessaire victoire par les armes. La nouvelle année est donc celle de tous les dangers. Si au cours des prochaines semaines un tournant positif n'est pas pris, le pire sera à craindre car l'Amérique entrant progressivement en campagne présidentielle, Washington sera encore plus hésitant qu'aujourd'hui. ■

Pascal Nari

CHRÉTIENS

Il faut réagir au massacre

SAMEDI DERNIER, à Alexandrie, en Égypte, la communauté copte – dix à douze millions d'individus sur une population de soixante-dix millions, donc une minorité très importante – a de nouveau été frappée par un attentat, au moment où se déroulait une messe dans la magnifique église Guédissine (de tous les saints) : vingt et un morts au moins, des dizaines de blessés.

Vingt-quatre heures auparavant, à Bagdad, quarante maisons appartenant à des chrétiens ont été plastiquées : deux morts, encore des dizaines de blessés et des dégâts importants. La communauté chrétienne d'Irak comptait un million et demi de personnes avant l'invasion de ce pays. Déjà une bonne moitié ont dû choisir l'exil, issue douloureuse qui aurait pu leur être évitée. Faut-il rappeler que, dans un cas comme dans l'autre, la présence de ces communautés sur leur terre est bien antérieure à l'islamisation, que les Coptes sont les descendants des anciens Égyptiens, de l'époque des pharaons, de l'occupation perse et ensuite romaine ?

Contre les attentats de Bagdad, il y a à peine eu de réaction ; le pouvoir irakien corrompu, divisé et inefficace, s'est contenté d'une condamnation de principe et de l'envoi de quelques camions de soldats dans le quartier habité par les chrétiens ; la vive protestation du Vatican est passée pratiquement sous silence.

En Égypte, où il y a au moins un État digne de ce nom, même si le courage et l'impartialité de certains de ses éléments pourraient poser problème, la réaction a été rapide. Le président Hosni Moubarak, hélas souffrant et visiblement diminué, est apparu immédiatement à la télévision, a prononcé les mots que l'on attendait, appelé ses compatriotes à s'unir et faire front. Des suspects ont été arrêtés. Espérons que l'enquête puisse aboutir et que, surtout, des mesures de protection efficaces soient mises en œuvre.

Le chef d'Al-Azhar, autorité musulmane suprême du pays, a également condamné le forfait. Il était assis près du chef religieux suprême de l'Église copte lorsqu'il prononça son discours. Tout un symbole. On regrettera que le cheikh ait cru devoir critiquer aussi... le pape et le Vatican, arguant que l'Église catholique n'avait pas condamné l'intervention militaire en Irak ! Attitude de mauvaise foi ou preuve d'ignorance totale. Car le Vatican et Jean-Paul II ont tenté jusqu'à la dernière minute d'empêcher cette tragédie, faute grave surtout des Américains et des Britanniques.

Un silence complice

En dehors des déclarations officielles et de quelques coups de menton, les réactions de la "communauté internationale" devant ces crimes – qui ne sont pas les premiers et risquent de ne pas être les derniers – ont été pratiquement inexistantes. On imagine le tollé d'indignations si d'autres religions avaient été visées. Ainsi va notre triste monde.

Le silence des bien-pensants, des "grandes consciences" des droits de l'homistes à l'indignation si sélective est, jusqu'à présent, assourdissant. Et indigne. Il faut réagir. Vite et vigoureusement. Non seulement en manifestant, en demandant que ces populations menacées soient efficacement protégées, mais surtout en exigeant que l'affaire soit portée devant les instances européennes et les Nations Unies, que la Ligne arabe intervienne. Le silence et la lâcheté devant le terrorisme islamiste ont des limites qui viennent d'être dépassées.

Toute initiative dans ce sens devra être encouragée et saluée. Le silence et l"inaction seraient, ayons le courage de le dire, un signe de lâcheté et de complicité. ❑ **P.N.**

Nouvelles d'Afghanistan

❑ **RIP** – Si 2011 sera l'année de tous les dangers en Afghanistan, 2010 fut jusqu'à maintenant la plus meurtrière, pour les Français comme pour leurs alliés. Le mois dernier fut endeuillé par la perte du second-maître Jonathan Lefort, vingt-huit ans, et celle du capitaine Benoît Dupin, trente-quatre ans, marié et père d'un jeune enfant. Ces décès ont porté à seize les pertes françaises survenues au cours de l'année écoulée. « *Elles étaient de onze en 2009, onze également en 2008, l'année d'Uzbine, et quatorze au cours des quatre premières années de l'engagement* », relève Jean-Dominique Merchet (*Secret Défense*, 20/12/2010). « *Au niveau de la coalition, 700 hommes sont morts depuis le début de l'année, essentiellement américains (70 %) et britanniques (15 %), la France comptant pour un peu plus de 2 % des pertes.* »

❑ **Communication** – Dans la continuité du sommet de Lisbonne, où l'Otan et ses alliés avaient lancé officiellement le processus de transition censé transférer aux Afghans la charge de leur sécurité, l'état-major des Armées semble avoir subtilement rectifié sa communication. Témoin, le compte rendu de l'opération *Allobroges Ferret* des 18 et 19 décembre, qui souligne, plus qu'à l'accoutumée, l'implication de l'armée et de la police afghanes, et rapporte qu'à cette occasion « *la population a pu mesurer l'implication de l'ANA* [l'Armée nationale afghane] *dans sa sécurité et sa détermination à rester* » dans le Sud de la vallée de Tagab.

❑ **Rapatriés** - Depuis 2002, les rapatriés auraient accru la population afghane de 20 %. Plus de 112 000 personnes auraient regagné leur pays en 2010, auquel ils apportent des compétences et l'épargne accumulée durant l'exil. Selon les Nations Unies, ces retours lanceraient toutefois un « *défi* » aux communautés rurales démunies.

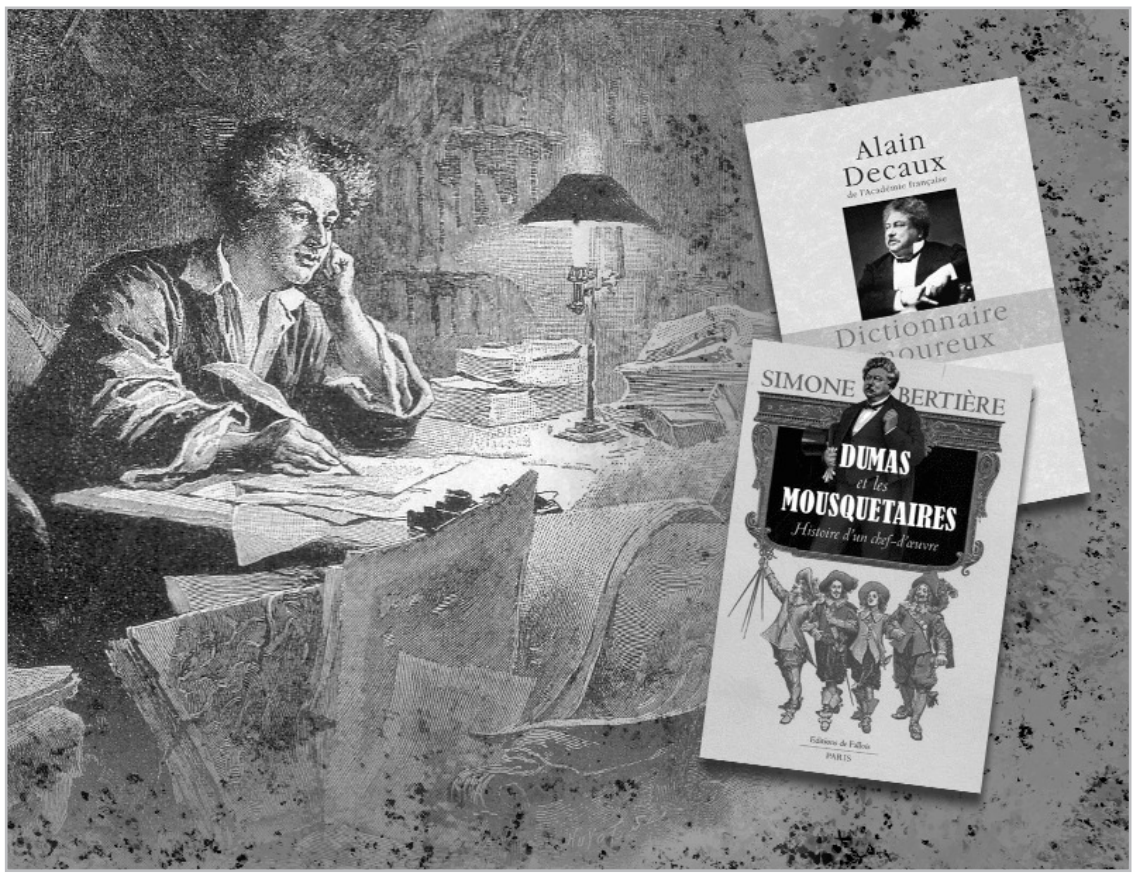
❑ **Iran** – Téhéran aurait libéré de hauts responsables d'Al-Qaida afin qu'ils aillent combattre la FIAS. Pour preuve, selon le *Times* : la capture en Afghanistan d'un garde de la révolution iranien, annoncée le 23 décembre (*Courrier international*, 24/12/2010).

❑ **Bilan** – Dans une résolution adoptée le 16 décembre, le Parlement européen appelle à reconnaître « *la détérioration continue des indicateurs sécuritaires et socio-économiques en Afghanistan* ». Il souligne « *les coûts colossaux de la guerre menée* [...] *entre 2001 et 2009, estimés à plus de 300 milliards USD et équivalents à plus de vingt fois le PIB afghan, et qui s'élèveront à plus de cinquante milliards USD par an du fait du renforcement annoncé de la présence militaire* ». Pointant une situation « *désolante* », il déplore « *que davantage d'Afghans meurent des suites de la pauvreté que des conséquences directes du conflit armé ; que, fait choquant, la mortalité infantile a augmenté depuis 2002, alors que l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'alphabétisation ont significativement baissé, et que, depuis 2004, le nombre d'Afghans vivant sous le seuil de pauvreté a crû de 130 %* ». Il se dit également « *préoccupé par les chiffres de la FIAS, selon lesquels sur les 94 000 hommes engagés dans la police nationale afghane, presque 90 % sont analphabètes, 20 % sont des consommateurs de drogue et plus de 30 % disparaissent après un an, sans mentionner les quelque 1 000 agents tués en service chaque année* ». Et ce n'est là qu'un aperçu d'une résolution critique, mais nullement défaitiste. ■ **G.D.**

❑ REDÉCOUVERTE

Quoi de neuf ? Dumas !

Tiré du mépris où l'avait tenu l'Université, panthéonisé pour services rendus à l'idée républicaine, Alexandre Dumas connaît une gloire médiatique neuve ou presque. Études, essais, rééditions se succèdent.



Alain Decaux fut l'artisan de cette renaissance ; elle lui doit tout, depuis le sauvetage du château de Monte Cristo, qu'il arracha, dans les années soixante-dix, aux promoteurs immobiliers jusqu'aux cérémonies de 2002 qui tirèrent l'écrivain de sa tombe familiale à Villers-Cotterêts. La popularité de l'académicien a fortement aidé à ranimer celle de Dumas, dont, à une époque pas si lointaine, il était devenu difficile de lire autre chose que *Les Trois Mousquetaires*.

Un dictionnaire lassant

Il allait de soi de lui demander un *Dictionnaire amoureux de Dumas*, conforme aux critères d'une collection réclamant une parfaite connaissance d'un sujet, une grande passion mise à l'évoquer, et ce qu'il faut de subjectivité quand il s'agit d'amour. Il n'est pas défendu, et Decaux ne s'en prive pas, de parler de soi. Pour le reste, la fantaisie prévaut. Au bout du compte, on aura fait le tour des principales facettes du personnage, des événements de sa vie, des œuvres phares, et d'amours tumultueuses. Tout cela est brillant, instructif, mais d'un politiquement correct lassant. On s'était peu avisé jadis que les Dumas aient pu souffrir de leur métissage, ni être victimes de racisme, pour l'excellente raison qu'ils assumaient leurs origines et que peu de gens avaient la sottise d'y faire allusion. Le fait a pris aujourd'hui une telle importance, nonobstant le sang normand et valoisien d'Alexandre, qu'il devient un écrivain noir, ce qui est excessif. Il en va de même pour beaucoup de notices par trop dans l'air du temps. Au point, c'est un comble, que l'on émerge de ce *Dictionnaire amoureux* en aimant moins Dumas...

Que resterait-il de Dumas s'il s'était cantonné, comme il en avait l'intention, dans l'écriture théâtrale ? Peu de choses, car nul ne monte ou ne lit plus ses drames. D'*Antony* ne surnage que l'ultime réplique : « *Elle me résistait, je l'ai assassinée !* » qui prête plus à rire qu'à pleurer. Le salut lui vint d'une reconversion forcée, quand l'immense succès qui avait salué ses premières œuvres retomba. Il fallait vivre, d'autant qu'il avait, avec panache, résilié ses fonctions de bibliothécaire du duc d'Orléans, devenu Louis-Philippe, pour ne point sembler l'écrivain officiel de la monarchie de Juillet. Ce fut le journalisme, et le goût nouveau des lecteurs pour l'histoire, racontée de manière attrayante. Dumas donna dans le récit historique et la biographie, glissa au roman historique sous forme de feuilleton, une innovation, là encore. Il ignorait qu'il y trouverait gloire, succès et fortune.

Inspirateur de Druon

En 1832, Dumas, dont la presse légitimiste avait annoncé, à tort, qu'il était mort fusillé, tel un héros de Hugo, sur la barricade de la rue Saint-Merri, quitte Paris pour l'Italie. Lorsqu'il revient, en 1836, Paris l'a oublié. Il se recase à *La Presse*, quotidien que vient de fonder Girardin, y entame la publication d'une chronique romancée des débuts de la guerre de Cent ans, *La Comtesse de Salisbury*. Dumas avouera que ce n'était pas son meilleur livre ; on ne le contredira point. Reste qu'au-delà d'une intrigue inconsistante - Edward III d'Angleterre s'éprend d'Alix de Granfton, épouse du comte de Salisbury ; profitant de ce que celui-ci est prisonnier, il abuse de la jeune femme... - la mise en scène des prétentions du prince anglais au trône de son aïeul Philippe le Bel est si admirablement conduite que Druon s'en souviendra lorsqu'il écrira *Les Rois maudits* ; C'est ce tournant capital qui fit du dramaturge un romancier que raconte Simone Bertière dans *Histoire d'un chef d'œuvre, Dumas et les trois mousquetaires*. Tout y est passé au crible, des procédés d'écriture aux sources, de la relation avec Maquet, à qui certains, dès les premiers triomphes, voulurent attribuer la paternité des romans, au contexte politique. La trilogie des aventures de d'Artagnan est intelligemment analysée, les ressorts de sa popularité mis en évidence. Démonstration qu'un très grand écrivain, et Dumas en était un, peut écrire un classique et faire un coup commercial...

quant au style, c'est du grand Dumas, et cela suffit à justifier la réédition du livre.

Il faut attendre 1842 pour que paraisse un roman historique digne de ce nom, même si Dumas le laissera de côté. C'est que *Sylvandire*, s'il contient en germe tous les ingrédients qui assureront les triomphes à venir, est un vaudeville en costumes d'époque. En 1705, le jeune Roger d'Anguilhem quitte la Touraine pour défendre les droits familiaux dans une succession qui le ferait riche et lui permettrait d'épouser Constance, qu'il aime mais qui est promise à plus fortuné. Hélas, en guise d'épices, un magistrat lui demande d'épouser sa propre fille, ravissante mais dangereuse. Décidé à se démarier, Roger ne reculera devant rien... Drôle, enlevé, *Sylvandire* est une petite merveille méconnue, et inattendue.

En 1843, sort *Le Chevalier d'Harmental*, mettant aux prises ce seigneur nivernais avec le Régent qui lui a enlevé son régiment et sa maîtresse. Furieux, Raoul se jette dans la conspiration de la duchesse du Maine. Emporté par son amour pour une jolie voisine, il mêle imprudemment à ce complot le tuteur de la charmante. Or, le sieur Buat, s'il n'est pas très fin, est honnête homme, et bon Français... Le jeune duc d'Orléans était mort l'année précédente, et Dumas, son ami et protégé, ne s'en consolait pas. En défendant la mémoire du Régent, Alexandre paya ses dettes envers la maison d'Orléans, de si belle manière que le livre fut ensuite pillé par les meilleurs. Il suffit pour s'en convaincre de le rapprocher du *Bossu* de Féval : les emprunts y sont évidents.

En 1845, en parallèle du *Vicomte de Bragelonne*, Dumas publie *La Guerre des femmes*, chronique de la Fronde des Princes vue du côté des dames, histoire de l'infortunée princesse de Condé, modèle de dévouement conjugal haïe d'un mari qui n'avait point pardonné cette mésalliance avec la nièce de Richelieu. Prétextant une démence familiale, il la fit plus tard interner à vie... Autour d'elle, Dumas ressuscite cette campagne de Guyenne menée avec une audace que le vainqueur de Rocroi n'aurait pu désavouer et un monde d'intrigues amoureuses et politiques, entrelacées et qui débouchent, de façon inattendue, sur un dénouement tragique des plus romantique. Personnellement, quelles qu'en soient les qualités, ce n'est pas mon Dumas préféré...

Le texte intégral est enfin de retour

La Tulipe noire ne fut longtemps disponible qu'en édition pour la jeunesse édulcorée. La version originale dépasse pourtant de loin les mièvres amours du docteur van Baerle, accusé à tort de complicité avec son parrain, Corneille de Witt, qui, pour défendre la république des Pays-Bas contre les ambitions de Guillaume d'Orange, s'était rapproché de Louis XIV. Au-delà d'une passion monomaniaque pour les tulipes et d'une chaste romance avec la fille du geôlier, il y a là des chapitres fulgurants sur l'ingratitude des peuples, la violence de la populace, l'horreur de l'émeute, les ravages que la jalousie provoque dans une âme, une réflexion étonnante sur la justice, passages qui, pour leur brutalité, avaient disparu, c'était impardonnable, de la plupart des éditions. *Le Lièvre de mon grand-père* figure pareillement dans le corpus dumasien destiné aux enfants. Erreur ! Il s'agit d'un conte d'épouvante pour adultes. Brodant sur un thème cher à ce grand chasseur et vantard, la poursuite d'un gibier mythique, c'est l'histoire, là encore, d'un passe-temps dévorant qui détruit un homme, puis fait de lui un meurtrier hanté par une bête démoniaque. Démence ou vengeance d'outre-tombe ? Il y aurait à dire sur les rapports de Dumas, anticlérical mais ni athée ni ennemi du christianisme, avec l'idée de Dieu. Cette longue nouvelle en est une preuve supplémentaire.

Pour la libération des Balkans

Sait-on qu'alors qu'il soutenait Garibaldi et militait contre les États pontificaux, Dumas s'enflammait pour la libération des Balkans sous le joug musulman ? C'est à Naples qu'à l'automne 1862, un prétendu prince épirote, président de la junte gréco-albanaise, vint demander son soutien moral, politique, et financier, dans la lutte de libération du Nord de la Grèce et de l'Albanie. Soulevé d'enthousiasme, Dumas marcha à fond, publia, en italien, une étude sur Ali Pacha, sanguinaire maître de Janina, bien connu de ses lecteurs comme l'un des ressorts du Comte de Monte Cristo. Prétexte à glorifier la lutte des klephtes contre les Turcs. Il y a là des morceaux de bravoure à ravir les philhellènes... Ils n'eurent pas l'occasion de les lire car la police prévint Dumas que son champion de la liberté grecque était un vulgaire escroc. Déconfit, il n'en parla plus jamais. Cette parution en français constitue donc un inédit et de belle qualité !

Faut-il vouloir tout publier, même l'impubliable ? Claude Schopp, spécialiste de Dumas, en a pris le risque, en voulant à toutes forces terminer, se basant sur les notes et brouillons de l'écrivain, la suite du *Chevalier de Sainte-Hermine*, roman des temps napoléoniens interrompu par la mort de Dumas. *Le Salut de l'Empire*, continuation possible, voire probable, d'un livre inachevé, est bien ficelé, crédible même. Reste et définitivement, que ce n'est pas du Dumas, rien qu'une très bonne imitation... ■

Anne Bernet

✓ Alain Decaux : *Dictionnaire amoureux d'Alexandre Dumas*, Plon, 640 p., 24,90 €.

✓ Simone Bertière : *Dumas et les mousquetaires*, Fallois, 300 p., 20 €.

✓ Alexandre Dumas : *La Comtesse de Salisbury*, Les Belles Lettres, 415 p., 23 €. *Sylvandire*, Phébus, 400 p., 21,50 €. *Le Chevalier d'Harmental*, Phébus, Libretto, 690 p., 14 €. *La Guerre des femmes*, Phébus, 580 p., 24 € ; ou Libretto, 13,50 €. *La Tulipe noire*, Motifs Le Rocher, 380 p., 9 €. *Le Lièvre de mon grand-père*, Motifs Le Rocher, 190 p., 6,50 €. *Ali Pacha*, Phébus Libretto, 230 p., 10 €.

✓ Alexandre Dumas, en société avec Claude Schopp : *Le Salut de l'Empire*, Phébus, 735 p., 25 €.

❑ HOMMAGE

Jacqueline de Romilly

Jacqueline de Romilly s'est éteinte le 18 décembre 2010, dans sa 98e année. Les Humanités ont perdu l'une de leur plus illustres figures, l'un des meilleurs connaisseurs de la civilisation hellénique

Les Humanités sont en deuil : elles ont perdu, le 18 décembre dernier, leur plus grand défenseur en la personne de Jacqueline de Romilly. Immortelle, nous avions fini par croire que cette épithète qui qualifie les académiciens était vraie tant vous avez, chère Madame, déployé d'énergie pour défendre ces Humanités.

Jacqueline de Romilly
1913-2010

Un engouement pour le grec

Il y a quelques années j'ai eu le plaisir de vous entendre lors d'un colloque sur l'éducation que vous présidiez. Le moins que l'on puisse dire est que cette intervention forçait l'admiration : à plus de quatre-vingt-dix ans, presque aveugle, vous avez développé pendant plus d'une heure vos vues sur l'éducation. Je vous revois narrant des anecdotes : le premier Thucydide que votre maman vous avait offert pour votre "bachot", une édition "bilingue", c'est-à-dire avec une traduction latine en regard du texte grec ! Les temps ont bien changé...
Il faut dire que vous avez appartenu à la première génération de jeunes filles que l'école de la République avait autorisée à apprendre le grec ; il a fallu d'ailleurs faire venir un professeur de sexe masculin pour enseigner dans un lycée de jeunes filles. Cela a-t-il contribué à votre engouement pour le grec, nul ne le sait, toujours est-il que la première année où le concours général était ouvert aux filles, vous avez remporté le deuxième prix en grec. Et toute votre carrière sera marquée par cet aspect pionnier : première femme à intégrer la rue d'Ulm, à enseigner au Collège de France, à entrer à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.
Dans les propos que vous avez développés sur l'éducation, je pense aussi au discours que vous avez prononcé à l'Académie en 2008, où vous parliez de la nécessité de l'enracinement dans l'histoire : « *Même les erreurs du passé quand elles ont été comprises et bien perçues, sont une aide pour mieux construire l'avenir. Autrement, on est voué au sort de ces jeunes enfants livrés à eux-mêmes sur une île déserte et qui cherchent en vain à fonder une société sans avoir, pour les aider, la connaissance d'un passé.* [..] *Il serait urgent de rappeler aux nouvelles générations que tout avenir se construit en fonction d'un passé qui vous aide et vous porte plus loin.* » [1]

Une lutte incessante

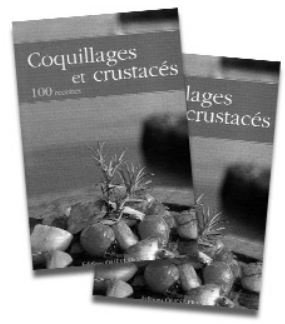
Pour qui enseigne aujourd'hui et se trouve confronté à ces jeunes générations, on regrette amèrement que vous n'ayez jamais été ministre de l'Éducation. Tout comme l'un de vos illustres prédécesseurs à l'Académie, vous aviez compris que « *Notre Paris jamais ne rompit avec Rome / Rome d'Athènes en fleur a récolté le fruit* ». Cela explique votre lutte incessante pour défendre l'enseignement des langues anciennes, car à quoi bon apprendre une langue morte, dans notre monde à la vue si courte et aux principes tellement utilitaristes ? Il faut vraiment méconnaître la civilisation française pour imaginer qu'on puisse la comprendre sans Rome et sans Athènes.
Cette *translatio studii*, peut-être l'avez-vous encore mieux comprise, dans vos vieux jours, lorsque vous êtes entrée à plus de quatre-vingt ans sur le chemin de la conversion accompagnée d'un prêtre libanais. Vous aviez été baptisée en 1940 dans les circonstances que l'on peut aisément imaginer, et puis plus rien. Vous qui aviez tant enseigné, vous vous êtes alors retrouvée dans la position du disciple, apprenant à connaître le christianisme, découvrant la beauté de ses sacrements, demandant vous-même à recevoir la confirmation. Alors vous me permettrez, chère Madame, de vous souhaiter désormais de reposer en paix, car vous avez bien œuvré pour défendre notre civilisation. Mais, en vertu de la communion des saints, n'oubliez pas, du haut du Ciel, de continuer à intercéder pour nos Humanités, notre langue, notre identité, en somme. ■

Jasmine Phédol

[1] « *Enseignement et éducation* », Séance publique annuelle des cinq Académies (Paris, 28 octobre 2008).

LIVRE

Cuisine de la mer



CENT RECETTES simples ou compliquées, traditionnelles ou innovantes, coûteuses ou bon marché pour accommoder au mieux les fruits de mer, langoustes, langoustines, homards, crabes et araignées. Mais aussi l'art de dresser un plateau digne d'un restaurant, de préparer une mayonnaise, ainsi que tous les conseils pour ouvrir, cuire et déguster ces animaux.
Quelques coquillages plus rares sur les étals, tels les couteaux ou patelles, abondants sur les plages mais peu prisés des gourmets, peuvent également se cuisiner, preuves à l'appui. Mais vous trouverez aussi l'art de préparer les ormeaux, réputés délicats et si chers qu'on ne peut guère se permettre de manquer leur préparation. Pour le reste, coques, moules et huîtres cuites à l'anglo-saxonne, représentent l'essentiel de cette cuisine de la mer. Uniquement pour amateur du genre. ❑

Anne Bernet

✓ Collectif : *Coquillages et crustacés*, Ouest-France, 125 p., 6,50 €.

LECTURE

Une initiative originale

Signalons la lecture intégrale, en dix séquences d'une heure trente, d'*Albertine disparue* de Proust et ce, en continu, du samedi 22 au dimanche 23 janvier 2011 à la salle Gaveau, par Jean-Laurent Cochet, accompagné du Quatuor Noctis. ❑ **M.B.**

✓ Salle Gaveau, 45 rue La Boétie, Paris 8e ; www.sallegaveau.com ; 01 49 53 05 07.

CINÉMA

Aux confins du grotesque

LE SAVIEZ-VOUS ? Les européens du Nord sont noirs ! En effet, pour leur prochain spectacle, la société Marvel et Hollywood vont dépeindre le dieu Thor sous les traits d'un afro-américain. Le dieu scandinave sera joué par le comédien-rappeur Idris Elba.
À propos de ce film, qui sortira en salle courant 2011, le Conseil des citoyens conservateurs (États-Unis) déclare : « *La mythologie nordique subit un remake multiculturel dans le film à venir* Thor. *Ce n'était déjà pas suffisant pour Marvel de s'attaquer aux valeurs conservatives, voilà que les Dieux de la mythologie doivent être réinventés, et dotés d'une peau noire.* [...] *Ce film à venir, tiré du comicbook* Thor*, donnera aux dieux d'Asgar un casting multiculturel qui est insultant. L'un d'eux sera ainsi interprété par le DJ de hip hop Elba.* » Une adaptation grotesque qui ne plaira ni aux puristes, ni aux conservateurs, ni aux amateurs du héros de bande-dessinée. L'expérience avait déjà été tentée avec le film *Catwoman*. L'héroïne de l'univers de Batman avait été dépeinte sous les traits de l'afro-américaine Halle Berry. Le résultat fut une véritable débâcle économique… Qui a dit « *tant-mieux* » ? ❑ **K.H.**

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — **BULLETIN D'ABONNEMENT**

✓ Civilité . . . . . .
✓ Prénom . . . . . .
✓ Nom . . . . . .
✓ Adresse . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
✓ Code postal . . . . . .
✓ Commune . . . . . .
✓ Téléphone. . . . . .
✓ Courriel . . . . . .

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
❑ France . . . . . .80 €
❑ Étranger . . . . . .140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an . . . . . .125 €
❑ Six mois . . . . . .70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an . . . . . .150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an . . . . . .70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM . . . . . .135 €
❑ TOM . . . . . .165 €
Étranger (un an)
❑ Europe . . . . . .165 €
❑ Autres pays . . . . . .178 €

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT CI-CONTRE

❑ CETTE ANNÉE-LÀ : 476

L'effondrement d'un monde

Dans une Gaule divisée, envahie pas les foules d'immigrés fuyant des hordes encore plus barbares, seuls les Francs apparaissaient capables de réunifier le pays, sans hostilité envers le christianisme.

Cette année-là, l'officier wisigoth Odoacre mettait fin à l'empire romain d'Occident en déposant le 4 septembre à Ravenne le dernier empereur, le jeune et dérisoire Romulus Augustule, et en renvoyant les insignes impériaux à Zénon, l'empereur d'Orient, régnant à Constantinople. Le fait ne fut pas en soi très marquant car, depuis le sac de Rome par le wisigoth Alaric Ier en 410, le pouvoir ne cessait plus de passer entre les mains des officiers barbares.

Childeric Ier, le père de Clovis

Le sang des martyrs

Toutefois, pour la Gaule, cela laissait prévoir un avenir de ténèbres et de terreur. Plus aucune force ne pourrait désormais protéger ce pays, autrefois perle de l'empire romain, qui, irrigué par le sang de multiples martyrs, de saint Pothin et sainte Blandine à saint Irénée et saint Denis, affirmait déjà fortement sa personnalité chrétienne. Au IVe siècle, saint Martin avait répandu sa lumière et la bonne nouvelle de ses miracles, mettant en place l'ébauche des structures paroissiales. Puis avaient déferlé les invasions : tout semblait perdu.

En 476, le pays de nos ancêtres, envahi pas les foules d'immigrés fuyant devant des hordes encore plus barbares, se trouvait partagé en cinq. *L'Aquitaine et le Sud de la Loire* étaient aux mains des Wisigoths, qui, après avoir occupé les berges du Danube, s'y rendirent indésirables, pillèrent Rome en 410, comme nous l'avons vu, et, finalement, se virent en 418 offrir par le faible empereur Honorius des terres autour de Toulouse. *Un grand quart ouest* (Celtes d'Armorique et de Bretagne) se barricadait derrière ses traditions de foi et de langue.

Au nord, les Francs étaient une confédération des peuples germains qui, après avoir constitué longtemps des troupes auxiliaires pour Rome, s'étaient établis en Belgique seconde (région de Tournai) et occupaient des terres allant de Reims à Amiens et à Boulogne.

Les Burgondes, d'origine sans doute norvégienne, avaient quelque temps gardé la frontière rhénane pour les Romains, avant de s'établir autour de Genève, puis de déborder sur la Saône, Lyon et la vallée du Rhône. *Le centre du pays* était resté gallo-romain, avec les évêques et les officiers qui maintenaient les légions, mais leurs hommes étaient souvent d'origine barbare. Ce sont les évêques (saint Nicaise de Reims, saint Germain d'Auxerre, saint Loup de Troyes, saint Aignan d'Orléans) qui regroupaient les populations apeurées : crosse en main, ils parvenaient à arrêter dans ses pillages le barbare quand même parfois sensible au mystère. Dans le même sens agissait naguère Ætius, fils d'officier, lequel, après avoir passé son enfance en Pannonie comme compagnon d'Attila, roi des Huns, se retrouva, en tant que maître de la milice romaine, le dernier espoir de la Gaule. Tout en continuant de proposer l'hospitalité aux Barbares nouveaux venus, il parvenait à s'entendre à peu près avec les uns et les autres.

L'espérance chrétienne

Mais, avec les Huns qui se remirent en mouvement ce fut très différent ; il fallut chasser ces bêtes féroces avec toute la force du désespoir et Ætius ne serait jamais venu à bout de son ancien ami Attila si Geneviève, vingt-huit ans, vierge consacrée de Nanterre, d'origine mi-franque mi-gauloise, n'avait prié fort et forcé les femmes de Lutèce à se refuser à leurs maris si ceux-ci parlaient de fuir. Alors ce fut la victoire des champs Catalauniques en 451, à laquelle participèrent Gallo-Romains, Wisigoths, Burgondes et Francs. Une union allait-elle se réaliser ? Hélas, l'empereur Valentinien III, jaloux, fit assassiner Ætius trois ans plus tard, avant de mourir lui-même sous les coups des amis d'Ætius. Vraiment la Rome impériale se mourrait sans rémission. Pour tout compliquer, deux des principales peuplades barbares, Burgondes et surtout Wisigoths, étaient devenues les adeptes quasi fanatiques d'une fausse religion, l'arianisme – ce christianisme au rabais qui, pour ne pas heurter les prétendus intellectuels, faisait quasiment l'impasse sur le "scandaleux" mystère du dieu fait homme et dévaluait le sacrifice de la Croix. Une religion qui eût dénaturé la Gaule.

Or il apparaissait de plus en plus que l'on ne pouvait rien attendre de la petite enclave latine regroupée à Soissons autour d'Ægidius, successeur d'Ætius, et encore moins avec Syagrus, fils de celui-ci, que plus personne n'écoutait. La seule force apparaissant non hostile au christianisme et capable de réunifier le pays était celle des Francs. Déjà saint Remi, évêque de Reims, entretenait des relations amicales avec leur roi Childéric, fasciné par l'héritage de Rome. De son mariage avec Basine, Childéric avait un fils, Clovis, âgé de dix ans en 476 au moment de l'effondrement de l'empire ; quelle exaltante mission s'ouvrait à lui : faire renaître Rome sous le signe de la Croix ! Puisque 2011 marque le 1 500e anniversaire de la mort du célèbre roi des Francs, nous nous devons de faire revivre son œuvre essentielle pour comprendre l'identité française. ■

Michel Fromentoux

218e anniversaire de la mort du roi Louis XVI

La messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI et des membres de la famille royale sera célébrée à Paris, à la demande de l'Œillet blanc, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France, le vendredi 21 janvier 2011 à 12 h 15.

Cortège aux flambeaux

Dimanche 23 janvier à 19 heures (voir page 15).

Messes à Paris

❑ **Vendredi 21 janvier** à 10 heures, place de la Concorde (face à l'hôtel Crillon) dépôt d'une gerbe de France Royaliste.

❑ **Vendredi 21 janvier** à 18 h 30, église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 3 rue des Bernardins, Paris 5e.

❑ **Vendredi 21 janvier** à 19 heures, Centre Saint-Paul, 12 rue Saint-Joseph, Paris 2e (homélie par l'abbé Guillaume de Tanoüarn).

Dimanche 23 janvier à 15 h 30, place de la Concorde (messe célébrée par l'abbé Néri).

Messes en province

❑ **AVIGNON-ROGNONAS** (13870) – Vendredi 21 janvier à 19 heures, église Saint-Pierre de Rognonas (avec la participation de la dévote et royale compagnie des pénitents gris, en présence de SAR le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme ; messe suivie d'un repas et d'une conférence : "Hier, aujourd'hui, la France" ; PAF : 23 euros ; tél. : 06 21 63 27 65).

❑ **BAYONNE** - Dimanche 23 janvier à 10 h 30, chapelle Saint-François des Capucins, avenue de la Légion tchèque (Fraternité Saint-Thomas Becket).

❑ **BEAUNE** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Saint-Dominique, rue des Dominicaines.

❑ **BIARRITZ** – Dimanche 23 janvier à 11 heures, lieu de culte habituel FSSPX (tél. : 05 59 65 70 05).

❑ **BORDEAUX** – Vendredi 21 janvier 2011, 18 heures, chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 62 rue de Lisleferme (FSSPX) ; vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Éloi, rue Saint-James (IBP) ; vendredi 21 janvier à 19 heures, église Saint-Bruno, rue François-de-Sourdis.

❑ **CAEN** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Saint-Pie X, 16 rue du Vaugueux.

❑ **CHALON-SUR-SAONE** – Dimanche 16 janvier à 10 h 30, chapelle Notre-Dame de la Citadelle, messe dominicale (rite extraordinaire avec intentions).

❑ **DIJON** – Samedi 22 janvier à 11 heures, basilique Saint-Bernard de Fontaines-les-Dijon (Fraternité Saint-Pierre).

❑ **FLAUX** (Gard) – Dimanche 23 janvier à 10 h 30, paroisse de la Sainte-Croix, chemin de Seyronnel.

❑ **FONTAINEBLEAU** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, église du Carmel, 6 bis boulevard du maréchal Leclerc (selon la forme extraordinaire du rite romain).

❑ **LILLE** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Notre-Dame du Rosaire, avenue Émile Zola.

❑ **LIMOGES** – Vendredi 21 janvier à 11 h 15, église Saint-Michel-des-Lions, place Saint-Michel (à l'issue de la cérémonie, repas amical au restaurant Croque-en-bouche, place de la Cité).

❑ **LYON** - Vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Georges, quai Fulchiron ; samedi 22 janvier à 10 h 30, église Saint-Pothin, 127 rue de Créqui.

❑ **MARSEILLE** – Vendredi 21 janvier à 19 heures, messe célébrée par Mgr Jean-Pierre Ellul pour le repos de l'âme du roi Louis XVI et des victimes de la Révolution, église du Sacré-Cœur, 81 avenue du Prado, 8e arrondissement.

❑ **MONTPELLIER-FABRÈGUES** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, prieuré Saint-François de Sales (FSSPX).

❑ **MULHOUSE** – Vendredi 21 janvier à 19 h 30, église Saint-Étienne (forme extraordinaire),

❑ **NANCY** - Dimanche 23 janvier à 9 h 25, église Saint-Pierre, av. du maréchal de Lattre de Tassigny.

❑ **NICE** – Dimanche 23 janvier à 10 heures, chapelle de la Confrérie de la Très Sainte-Trinité, 1 rue du Saint-Suaire ; dimanche 23 janvier à 10 heures, chapelle de la Visitation, Fraternité Saint-Pie X, place Sainte-Claire.

❑ **NIMES** – Samedi 22 janvier à 11 heures, église Sainte-Perpétue (messe suivie d'un repas amical au Palace et d'une conférence ayant pour thème "Du roi réformateur à la mort de l'homme libre" ; PAF : 20 euros ; tél. : 04 66 76 27 57).

❑ **PERPIGNAN** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle du Christ-Roi, 113 avenue Joffre ; vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Jacques, chapelle de la Sanch, rue de l'église Saint-Jacques.

❑ **TALENCE** – Dimanche 23 janvier à 9 heures, chapelle du Christ-Rédempteur, 21 rue Achille-Allard (FSSPX).

❑ **THIBERVILLE** (Eure) - Samedi 23 janvier à 17 heures, église paroissiale Saint-Taurin (sous réserve).

❑ **TOULON** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-François de Paule, place Louis-Blanc.

❑ **TOULOUSE** – Vendredi 21 janvier à 18 h 30, chapelle Notre-Dame-du-Férétra, place Saint-Roch (FSSPX) : vendredi 21 janvier à 19 heures, chapelle Saint-Jean-Baptiste, 7 rue Antonin-Mercié (ICRSP).

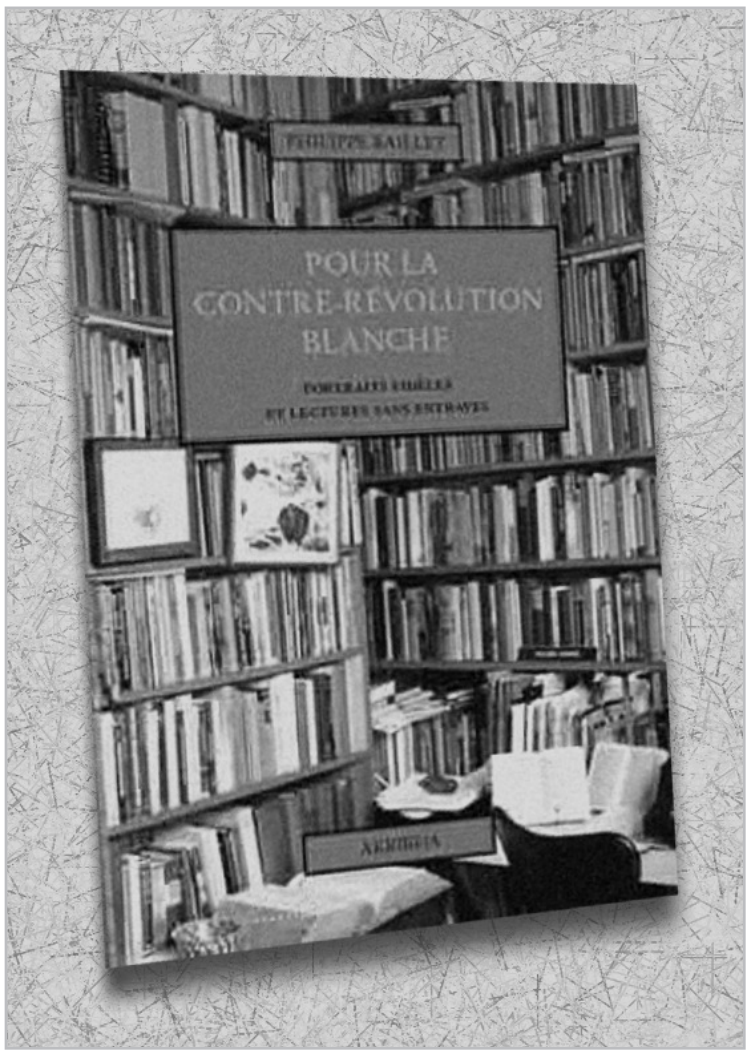
❑ **VILLEURBANNE** – Dimanche 16 janvier à 11 heures. paroisse du Cœur de Marie, 34 rue Richelieu.

❑ PHILIPPE BAILLET

Des portraits drapés de blanc

Rassemblant des articles publiés dans *Le Choc du mois*, *La Nouvelle Revue d'histoire* ou *La Nef*, Philippe Baillet brosse autant de portraits nourrissant l'étude de la radicalisation du conservatisme américain. Aperçu.

C'est un ami alors directeur de collection aux éditions de l'Âge d'Homme qui, voilà quelques années, m'a présenté Philippe Baillet. Nous nous étions rencontrés dans un café près de la cathédrale de Rodez avant d'aller dîner dans un petit restaurant situé dans une venelle de la vieille ville. Nous avions parlé de cet immense écrivain occitan qu'est Jean Boudou mais, aussi, de la revue *Totalité* dont Baillet avait été l'un des fondateurs en 1977 ainsi que des *Deux Étendards, Documents et acteurs de l'antimodernité*, autre revue au titre "rebatien" qu'il animait naguère. Traducteur de l'italien, spécialiste de Julius Evola et d'Augusto Del Noce, collaborateur de *Nouvelle École* comme de *Catholica*, Baillet connaît bien la plupart des mouvances de la "droite radicale" – dont il est d'ailleurs lui-même l'une des figures intellectuelles les plus emblématiques.



Antonin Artaud

En l'occurrence, les lecteurs auraient tort d'être déconcertés par le titre de son dernier essai récemment paru aux éditions Akribeia, *Pour la contre-révolution blanche*, lequel renvoie moins à une vision "racialiste" du monde qu'à l'étude centrale qui le constitue et qui est consacrée à la radicalisation du conservatisme américain. Ce recueil d'articles reprend donc des textes publiés dans les années quatre-vingt dix essentiellement dans *Le Choc du mois* mais, également, au cours de la décennie suivante, dans *La Nouvelle Revue d'histoire* ou *La Nef*. Dédiées à Augustin Barruel, Donoso Cortès, Henri Rollin, Boris Souvarine, Samuel Huntington, Ernst Kantorowicz, Nietzsche, Del Noce ou Artaud, ils témoignent non seulement d'une lecture probe des œuvres et des pensées mais ils sont exemplaires de cette limpidité stylistique caractéristique du classicisme le plus français et des esprits clairs.

C'est ainsi qu'il démontre, par exemple, qu'un esprit qui lui ne l'était guère (clair), Antonin Artaud, n'en demeure pas moins – contre ses exégètes pressés et intéressés – l'un des plus admirables « *contempteur de la modernité* » au XXe siècle. Ainsi le Mômo rejette-t-il le « *répugnant* » théâtre moderne et écrit-il le 21 février 1925 à l'administrateur de la Comédie-Française : « *Vous êtes nommément des cons. Votre existence même est un défi à l'esprit.* [...] *Pas de levée en masse de la crétinisation nationale qui ne trouve chez vous un exutoire ou un tremplin.* [...] *Théâtre française, dites-vous ? Vous n'êtes pas plus de France que de la terre des Cafres, vous êtes tout au plus du 14 juillet. Le théâtre, c'est la Terre de Feu, les langues du Ciel, la bataille des Rêves. Le théâtre, c'est la Solennité. Au pied de la Solennité, vous déposez vos cacas comme l'Arabe au pied des pyramides.* »

Proche, un temps, des surréalistes et de leur pape, Artaud s'en éloigne lorsque le mouvement se met au service de la révolution. Dans la veine scatologique qui lui est familière, il interpelle ainsi Breton : « *Dis-leur que je chie sur la république, la démocratie, le socialisme, le communisme, le marxisme, l'idéalisme, le matérialisme, dialectique ou non, car je chie aussi sur la dialectique.* » Finalement, en défense de René Guénon, le traditionaliste assure : « *Je crois, moi, au Surnaturel.* »

Donoso Cortès

Tel était également le cas de Donoso Cortès, hélas moins connu que Joseph de Maistre ou Louis de Bonald mais dont l'influence n'en fut pas moins déterminante au sein de l'école contre-révolutionnaire. L'homme des négations radicales et des affirmations souveraines, le pourfendeur de la classe discutante, le héraut de la dictature salué par Carl Schmitt – avec René Girard, l'un de ses rares lecteurs modernes – avait perçu dès 1848, en visionnaire, l'effondrement de l'Europe et insisté sur « *la dépendance dans laquelle se trouvent toutes les erreurs politiques et sociales vis-à-vis des erreurs religieuses* » dont, en particulier, la négation du péché originel ainsi que de la Providence divine. Guetteur de l'Apocalypse, il avait pressenti la nécessité d'un pouvoir fort afin d'éviter ou de retarder (la notion paulinienne et schmittienne de *katechon* relève de la même logique) la chute vers les abîmes de la démagogie et de la tyrannie.

Deux civilisations

Après avoir opposé les civilisations catholique et philosophique, Donoso Cortès écrivait à Montalembert le 26 mai 1849 : « *De ces deux civilisations, laquelle remportera la victoire dans le cours du temps ? Je réponds, sans que ma plume hésite : la victoire appartiendra incontestablement à la civilisation philosophique.* [...] *Quant à moi, je tiens pour prouvé et évident qu'ici-bas le mal finit toujours par triompher du bien, et que le triomphe sur le mal est réservé, si l'on peut s'exprimer ainsi, à Dieu personnellement.* » Les vainqueurs temporels et temporaires ont donc leur récompense. Les arrhes de la nôtre consisteront à déguster ces « *portraits fidèles et lectures sans entraves* » proposés par Philippe Baillet en attendant les Cosaques et le Saint-Esprit. ■

Louis Montarnal.

✓ Philippe Baillet : *Pour la contre-révolution blanche*, éditions Akribeia, 191 p., 18 €.

L'éloge des frontières

Régis Debray nous offre une œuvre au titre provocateur, *Éloge des frontières*, issue d'une conférence donnée à la Maison franco-japonaise de Tokyo le 23 mars 2010. Ce texte court pose des réflexions d'ordre anthropologique, philosophique mais aussi bien évidemment politique.

« *On cajole une planète lisse, débarrassée de l'autre, sans affrontements, rendue à son innocence, sa paix du premier matin, pareille à la tunique sans couture du Christ. Une Terre liftée, toutes cicatrices effacées, d'où le Mal aurait miraculeusement disparu.* » Le monde devrait laisser loin derrière lui ce modèle désuet qu'est la frontière. D'ailleurs, peut-on espérer vivre seul au XXIe siècle ? Non, sans doute, mais cette affirmation ne nécessite-t-elle pas justement l'existence des frontières ? Régis Debray joue la réalité contre le fantasme. Aristote l'avait dit au IVe siècle av. J.-C., « *l'homme est un animal naturellement politique* ». Il s'érige en communautés qui sont circonscrites et s'opposent pour se poser. D'après le médiologue, « *là où il y a du sacré, il y a une enceinte, et là où il y a une enceinte, il y a de la vie* ». Toute affirmation d'un "moi" se fait par différenciation d'avec un "autre" : je ne suis moi que parce que je ne suis pas l'autre ; nous sommes différents et nous disposons de nos frontières réciproques qui nous définissent et nous limitent. Il en est de même pour le "nous", pour la communauté. Or ce processus de différenciation et de "frontièrisation" permet l'échange : comment dialoguer si l'on est seul ? Ne faut-il pas être au moins deux pour cela, et par conséquent délimiter une frontière pour démarquer ce qui relève de l'un ou de l'autre ?

Le monde sans frontières est sans différence, sans "autre", tous les pays devant se plier aux "règles internationales" : c'est le processus de mondialisation, un monde occidentalisé à l'américaine. Défendre les frontières, c'est donc défendre la diversité des cultures et des pays, c'est également permettre un échange avec eux : « *le mur interdit le passage ; la frontière le régule* ». C'est défendre l'homme en tant qu'il est incarné et enraciné dans son pays. En 1952, dans *Race et Histoire*, Lévi-Strauss dénonçait « *les grandes déclarations des Droits de l'homme* [qui] *ont, elles aussi, cette force et cette faiblesse d'énoncer un idéal trop souvent oublieux du fait que l'homme ne réalise pas sa nature dans une humanité abstraite, mais dans des cultures traditionnelles* ».

L'enjeu d'une réhabilitation des frontières est ainsi de revendiquer une société internationale contre une société mondialisée. Car il convient, pour Régis Debray, de rappeler que l'humanité est par nature composée d'êtres finis et qu'en ce sens une « *sage humiliation* » doit lui être rappelée : « *celle de n'être pas partout chez elle* ». Car « *l'être et la limite adviennent ensemble* » ; « *la première valeur des limites, c'est la limitation des valeurs* ». Comment ne pas penser aux donneurs de leçons et autres droit-de-l'hommistes qui prétendent ignorer toutes les frontières pour intervenir et juger sans prendre en compte les réalités propres à chaque pays ? N'est-ce pas aussi le problème de l'Union européenne qui semble s'étendre toujours plus et dont on ne discerne pas les limites ? L'auteur se fait pessimiste : « *L'Europe a manqué prendre forme : ne s'incarnant dans rien, elle a fini par rendre l'âme.* »

Décentralisation

La politique intérieure est également concernée. Face à un État centralisé à outrance et possédant tant de pouvoirs dans tous les domaines de la vie de ses citoyens, Régis Debray prône un retour aux frontières comme une nouvelle façon de délimiter ce qui relève ou non de l'État. C'est aussi toute une critique du monde médiatique et de la société de consommation qui se met en place : « *Il n'y a plus de limites à parce qu'il n'y a plus de limites entre. Les affaires publiques et les intérêts privés. Entre le citoyen et l'individu, le nous et le moi-je. Entre l'être et son paraître. Entre la banque et le casino. Entre l'info et la pub. Entre l'école, d'un côté, les croyances et les intérêts, de l'autre. Entre l'État et les lobbies. Les vestiaires et la pelouse. La chambre et le bureau du chef de l'État. Et ainsi de suite.* » Mais le monde est-il véritablement en train de supprimer les frontières ? Non, répond le médiologue : il ne faut pas confondre les ambitions de certains et les réalités de tous. Ainsi « *27 000 kilomètres de frontières nouvelles ont été tracés depuis 1991, spécialement en Europe et en Eurasie* ». « *L'intelligentsia postnationale, dite à tort critique et radicale, nous offre des abris antiréalité, avec des théoriciens de grand savoir et de peu d'expérience.* » Ce retour aux réalités, nous le réclamons depuis longtemps... c'est le sens de « *l'empirisme organisateur* » cher à Charles Maurras. Souhaitons qu'un tel manifeste puisse amener une prise de conscience. ❑

Dimitri Julien

✓ Régis Debray : *Éloge des frontières*, Gallimard, 95 p., 7,90 €.

PARIS

Galette des rois

L'Action française vous invite à partager sa galette des Rois le vendredi 7 janvier 2011. Rendez-vous à 19 h 30 dans notre local militant, 6 rue du Pélican, Paris 1er (métro Palais-Royal). Participation : 3 euros.

LYON

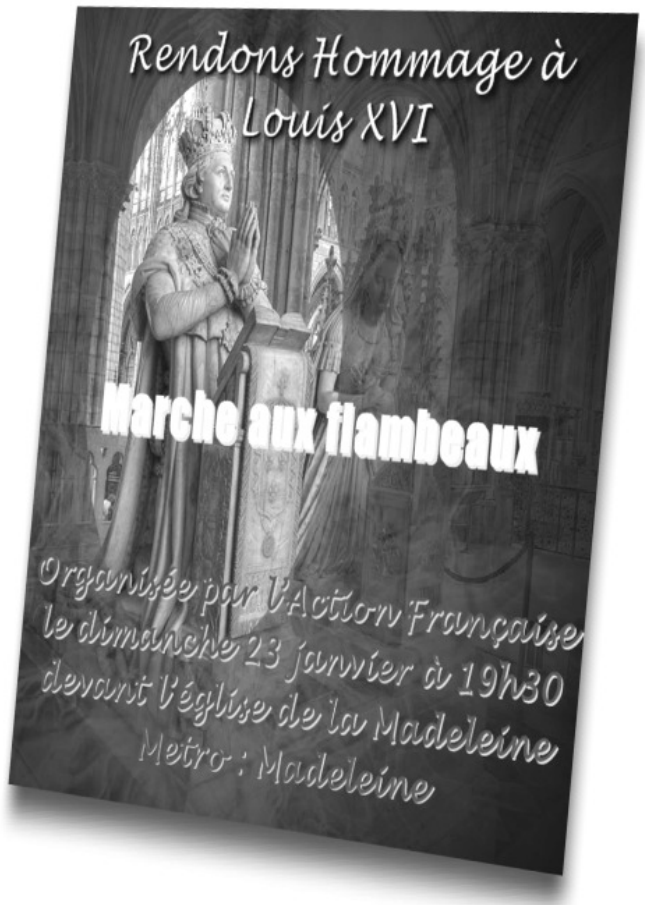
Cercle d'études

Maurras fut fédéraliste (on parlait ainsi à la fin du XIXe siècle), c'est-à-dire partisan de la décentralisation, avant même d'être royaliste. En un sens, c'est d'ailleurs son rejet du jacobinisme qui le conduisit à la conclusion monarchique. Alors, ne ratez pas le cercle que donnera sur ce thème Stéphane Blanchonnet aux étudiants de l'AF Lyon, le lundi 10 janvier.

Pour plus d'informations sur le lieu et l'heure : 06 82 83 92 00

PARIS

Cortège aux flambeaux



Le dimanche 23 janvier à 19h30, rendez-vous devant les marches de l'église de la Madeleine pour notre traditionnelle marche aux flambeaux jusqu'à la chapelle expiatoire. Venez nombreux, amenez familles et amis, il s'agit de témoigner de la fidélité de nombreux Parisiens à la mémoire du roi martyr, mais aussi de l'espérance qui nous porte vers le printemps des lys.

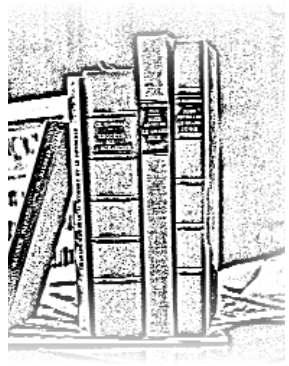
Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF	**Trésorier**	**Provinces**
Stéphane Blanchonnet	Giovanni Castelluccio	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	**Secrétaire administratif**	**Militantisme**
Olivier Perceval	Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint	**Formation**	**Responsable opérationnel**
Romain Hellouin	Marc Savina	François Bel-Ker

PARIS

Cercles d'études



Vendredi 14 janvier :
Histoire de l'immigration en France
par Marc Savina
Vendredi 21 janvier :
Le coût de l'immigration en France
par Jean-Paul Gourevitch
Vendredi 28 janvier :
Diasporas et identités
par Rabat Aït Aoudia
Vendredi 4 février :
Les immigrés entre anomie et communautarisme
par Michel Michel
Vendredi 11 février :
Analyse d'extrait de *Dupont-Lajoie*
d'Yves Boisset (1974)

Rendez-vous à 19 h 30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal) ; entrée libre.

À NOS AMIS LECTEURS

Diffusion de *L'AF 2000*

POUR AMÉLIORER la diffusion du journal, nous venons de faire modifier la liste de ses points de vente (kiosques, maisons de la presse, gares, etc.). Pour savoir où l'on peut acheter *L'Action Française 2000*, c'est simple : rendez-vous sur le site Internet **www.trouverlapresse.com** ; vous obtiendrez la carte et l'adresse de tous les distributeurs qui vendent notre journal à cinq kilomètres à la ronde de votre domicile ou d'un lieu donné. Pour nous permettre de vérifier que le journal est bien exposé dans ces points de vente (et non laissé sous le comptoir), nous demandons à nos amis lecteurs (abonnés ou acheteurs au numéro) d'en faire le tour et de nous informer des anomalies constatées (écrire ou téléphoner au journal). Nous vous en serons très reconnaissants. ❑

❑ **Nice** – Jeudi 13 janvier, dîner suivi d'une conférence-débat animée par le professeur Jean-Claude Martinez, ancien député au Parlement européen, sur le thème "Contre la planification, une nouvelle politique capétienne pour la France". À 20 heures à l'hôtel Westminster. Dîner et conférence : 40 euros ; conférence seulement : 5 euros (à partir de 21 h 30). Prière de s'inscrire auprès de Me de Gubernatis, 31 boulevard Victor Hugo, 06000 Nice ; 04 93 88 45 54.

❑ **France royaliste Nice-Provence** – Le 21 janvier à 10 heures sera célébrée la messe pour le repos de l'âme de Louis XVI en la chapelle de l'Archiconfrérie de la Très Sainte Trinité (Vieux Nice). Le déjeuner amical suivra à 12 heures dans les salons du Grand Hôtel Aston, 12,avenue Félix Faure. À 15 heures, M. Philippe Pichot-Bravard, chargé de cours à l'université libre d'Angers et ancien chargé de mission au Parlement européen, donnera sa conférence consacrée à la défense de la papauté et de ses États par les royalistes français de 1848 à 1870. La souveraineté du pape était menacée par les nationalistes révolutionnaires cherchant à réaliser l'unité de l'Italie par des moyens démocratiques. Aussi fit-il appel aux catholiques du monde entier. En France, ce furent les royalistes qui répondirent à l'appel, certains même s'engageant au sein des Zouaves pontificaux... Déjeuner et conférence, 35 euros ; conférence seule, 5 euros ; étudiants, 2 euros. Pour tout renseignement, s'adresser à M^lle Joséphа Guillemain au 04 93 98 10 45.

❑ **Nantes** – L'URBVM commémore la mort de Louis XVI à Nantes le 23 janvier. 12 h 15 : dépôt de gerbe au pied de la statue Louis XVI ; 13 heures : déjeuner à La Taverne du Château, 1 place de la duchesse Anne (menu à 22 €, boissons comprises) ; 15 heures : conférence d'Augustin Debacker sur le royalisme aujourd'hui. Communiquer sa participation à la journée en au 06 81 35 53 69 avant le 13 janvier.

❑ **Fête des Rois dans le Sud-Ouest** – Conférence de Gérard Bedel sur le thème : "L'Action française en 2011, nationaliste et anticapitaliste" ; sous la présidence de Vincent Gaillère. *À Bordeaux* : déjeuner-débat le vendredi 28 janvier à 11 h 30, au restaurant Le Xaintrailles, 114 bd du maréchal Leclerc ; 24 € par personne. *À Toulouse*, conférence le samedi 29 janvier à 10 h 30, dans le centre-ville ; le lieu sera communiqué aux personnes s'étant préalablement inscrites ; 5 €par personne (hors consommations) ; déjeuner libre. *À Bayonne*, conférence le samedi 29 janvier à 18 h 30, quartier Saint-Léon ; le lieu sera communiqué aux personnes s'étant préalablement inscrites ; 5 €par personne (hors consommations). Prière de s'inscrire, avec son règlement, avant le 21 janvier auprès de CAEC, BP 80093, 33035 Bordeaux Cedex ; chèques à l'ordre de CAEC CCP 15 503 63 W BOR.

❑ **CLE Catholiques pour les libertés économiques** – Conférence-débat le 31 janvier 2011 à 18 h 30, salle de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7e (métro Sèvres-Lecourbe), La question "Faut-il supprimer le Conseil constitutionnel ?" sera traitée par Yves-Marie Laulan, économiste, démographe de l'Institut de géopolitique des populations. Participation aux frais : 15 euros ; entrée gratuite pour les adhérents de CLÉ.

❑ OSKAR FREYSINGER

« Un pays libre au cœur de l'Europe »

Personnalité incontournable de la scène politique suisse, Oskar Freysinger a bien voulu répondre à nos questions à l'heure où son parti, l'Union démocratique du centre (UDC) fait trembler l'Europe, fort du succès rencontré par les référendums qu'il a initiés.

Comment analysez-vous vos deux victoires successives, sur les minarets et sur l'expulsion des délinquants étrangers ?
C'est d'abord un désaveu cinglant de la classe politique par le peuple. Or, la démocratie directe sert à rappeler à l'ordre les élites lorsqu'elles s'éloignent trop des préoccupations des citoyens. Les politiciens ont une tendance fâcheuse à mettre la tête dans le sable pour jouer l'autruche dès qu'ils sont confrontés à un problème qui fâche. Ne pas le voir, c'est ne pas le laisser exister et un problème qui n'existe pas, on n'a pas besoin de le résoudre. Or, le peuple, lui, vit ce problème au quotidien. Grâce à la démocratie directe, il peut contraindre la politique à le résoudre. Ce fut le cas de la construction de minarets, symbole de l'islamisation, dont les Suisses ne veulent pas, et le cas de l'expulsion des étrangers criminels que le peuple veut beaucoup plus expéditive et déterminée.

Votre pays est désormais dénoncé... comme le mouton noir de l'Europe. S'il n'appartient pas à l'UE, il a signé des traités avec elle. Subit-il des pressions depuis ces deux votations ?
Oui, l'UE est très ennuyée de l'existence d'un pays libre au cœur de l'Europe. C'est que l'exemple des Suisses pourrait donner des idées aux citoyens de l'UE et créer des émules au cœur même de l'empire antidémocratique dirigé par la bureaucratie bruxelloise. L'UE fait donc des pressions sur la Suisse et cherche à la contraindre de manière indirecte à adhérer à l'UE. Or, les Suisses ne sont pas fous. Actuellement, dans mon pays, l'UE ne fait plus rêver personne. Les échecs de ce modèle imaginé par des élites dévoyées sont patents. Si l'on organisait un vote sur l'adhésion actuellement, 70 % de la population voteraient contre, car les gens sont conscients que cela signifierait la fin de la démocratie directe. Le Suisse préfère jouer le rôle du mouton noir que celui du mouton que l'on égorge.

Changer les règles

Depuis les assises de Paris sur l'islamisation, auxquelles vous avez participé le 16 décembre dernier, pensez-vous toujours que la France soit « *foutue* » ?
Ces assises sont une lueur d'espoir. Je constate un réveil des citoyens de tous bords dans d'autres pays d'Europe. Le vote suisse sur les minarets a certainement servi de déclencheur, car en plus d'avoir décomplexé tout le monde quant à la problématique de l'islam, il a fait prendre conscience à beaucoup de monde dans l'UE des vertus de la démocratie suisse. Ce qu'il manque aux Français, actuellement, ce sont des instruments institutionnels leur permettant de changer les règles du jeu. Si les assises de Paris sur l'islamisation ne se cantonnent pas à la seule problématique de l'islamisation, mais qu'ils parviennent à créer un débat institutionnel, seul moyen de leur donner des armes précisément contre cette islamisation, il y a une chance pour que la France s'en sorte.

Dans la plupart des pays européens les élites politiques et médiatiques sont coupées du peuple. Qu'en est-il de la Suisse ? En quoi vos institutions font-elles la différence ?
Rien de nouveau sous le soleil. Toutes les élites du monde trouvent en général le peuple encombrant. Et toutes les élites sont vénales. En Suisse aussi, des *lobbies* puissants achètent des voix, des voix sont échangées dans des marchandages de bas étage cherchant à défendre des intérêts particuliers avant le bien commun. Mais grâce à la démocratie directe, le peuple a un levier pour corriger les errements de ses élites. Ses votes dénotent d'ailleurs une grande maturité et une sagesse étonnante.
En Suisse, le citoyen participe activement aux prises de décision, car il est le souverain. De plus, le fédéralisme suisse permet d'éviter une trop forte centralisation du pouvoir, ce qui éloignerait les leviers de pouvoir des citoyens. Finalement, il y a aussi le principe de la subsidiarité qui prévoit que les décisions soient prises au niveau le plus apte à les prendre. Rajoutez à tout cela un système de concordance où tous les partis sont impliqués dans le gouvernement (au contraire du système d'alternance prévalant en France) et des élections parlementaires à la proportionnelle, et vous avez un système certes un peu lent, mais diablement solide puisque le citoyen s'y identifie fortement et le porte à bout de bras.

Voir dans le combat contre l'islamisation une priorité, n'est-ce pas confondre l'effet avec la cause ? Pour comprendre leurs faiblesses, les peuples européens ne devraient-ils pas commencer par s'interroger sur eux-mêmes ?
Ce constat est parfaitement correct. L'islamisation puise sa force dans la faiblesse de nos sociétés post-modernes. Une société qui détruit le sens, conspue ses propres symboles, bafoue ses mythes fondateurs, renie ses racines culturelles n'a aucune force intégrative. Les immigrés s'organisent donc de manière clanique dans des cités, des banlieues, qui ne sont rien d'autre que des ghettos culturels dans lesquels ils vivent selon des règles parallèles, souvent contradictoires par rapport à l'État de droit (mariages forcés, polygamie, crimes "d'honneur", contraintes religieuses diverses comme l'absence de liberté de choix confessionnel *etc.*). Le vide spirituel de notre société provoque un dogmatisme exacerbé de populations immigrées venant de cercles culturels ayant une toute autre conception de la vie, car la nature ne supporte pas le vide.

Un arbitre laïc au-dessus des religions

Certains identitaires, au nom de la laïcité, ne vous semblent-ils pas utiliser l'islamisation de l'Europe pour régler également son compte au christianisme, qui participe pourtant de l'héritage européen ? N'y a-t-il pas là une contradiction ?
Je ne crois pas. Le christianisme, c'est notre tradition culturelle millénaire, notre terreau idéologique. Cela est un fait qu'on ne peut nier. Toutes nos lois modernes sont issues de ce terreau-là. Même la séparation de l'Église et de l'État provient des évangiles. Cependant, l'Europe a privatisé la pratique religieuse, la transformant en un choix personnel et interdisant toute pression collective. Depuis les Lumières, l'État et l'Église ont été séparés.
Je suis chrétien (catholique) moi-même, mais ne suis plus très pratiquant, car plus j'avance en âge, plus je suis croyant et anticlérical en même temps. Mais passons. Si, en tant que chrétien, tout en ne reniant pas mes racines, je défends la laïcité, c'est qu'il faut, au-dessus des divers dogmes religieux cohabitant dans l'État, un arbitre neutre pour maintenir l'équilibre entre eux. La laïcité ne signifie pas l'éradication du religieux, ce qui est impossible. Non, l'État laïc cherche simplement à éviter que l'un des dogmes ne prenne le dessus et réintroduise une sorte de théocratie avec un dogme dominant, les autres étant plus ou moins tolérés ou éradiqués comme les chrétiens d'Orient. L'Europe a mis plus de mille ans pour se libérer de la toute-puissance d'un dogme unique. Il serait navrant qu'elle revienne en arrière à travers l'islamisation et la démographie conjuguées. ■

Propos recueillis par François Marcilhac

Feu sur l'UE !

LE DRAPEAU EUROPÉEN sera-t-il banni du territoire helvétique ? Tel est le souhait d'Oskar Freysinger, qui a déposé une motion en ce sens.
C'est « *un coup de gueule* » a-t-il confié au Temps (30/12/2010). Selon le député valaisan, en effet, « *l'UE veut soumettre la Suisse par petites tranches* ». À moins que ce ne soit l'inverse.
À la différence des autres États membres de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège), la Suisse est demeurée en marge de l'Espace économique européen associé à l'UE. Or, Bruxelles voudrait en finir avec les "accords sectoriels" régissant ses relations avec Berne. Signés en 1999, ceux-ci portaient sur les obstacles aux échanges commerciaux, la participation aux programmes de recherche, l'ouverture des marchés publics et du transport aérien, l'accès réciproque au marché agricole, la libre circulation des personnes, les transports terrestres et le transit alpin.
Dans ses conclusions adoptées le 14 décembre 2010, le Conseil de l'Union européenne « *note que cette approche* [...] *s'est traduite au fil des années par un ensemble très complexe d'accords multiples* » – on en compterait plus de 150. Selon les Vingt-Sept, « *en l'absence de modalités efficaces pour la reprise du nouvel acquis de l'UE* [...], *cette approche ne garantit pas l'homogénéité nécessaire des pans du marché intérieur et des politiques de l'UE auxquels la Suisse participe* ». Les gouvernements européens pointent des restrictions à la libre circulation des personnes, et certains régimes cantonaux d'imposition des sociétés « *qui créent une distorsion inacceptable de la concurrence* ».
Aussi le Conseil est-il arrivé à la conclusion qu'il était nécessaire « *d'aller au-delà* » du système actuel d'accords bilatéraux. Il se félicite néanmoins « *de la pleine participation de la Suisse à l'espace Schengen* ». Cela ne devrait pas consoler l'UDC, qui dénonce « *un désastre* ». De fait, selon la *Tribune de Genève*, « *ce n'est pas le plombier polonais qui en a profité pour se glisser dans la faille mais la crapule hexagonale* » – celle-ci multipliant les braquages (*Courrier International*, 14/12/2010). « *Il est temps que les élus reconnaissent cet état de fait. Et qu'ils proposent des solutions pour remédier à la surveillance trop lâche d'une frontière qui ne sépare plus assez Genève de la France* », clame David Haeberli, excédé par l'attitude des responsables politiques. ❑ **G.D.**

Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0410I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo